



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1 ER SEMESTRE 2016

SOMMAIRE

Notes préalables :

L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés sont exprimées en milliers d'euros.

Dans le présent rapport, et sauf indication contraire :

- « **Voltalia** » désigne la société Voltalia SA ;
- « **Société** » désigne la société Voltalia SA ;
- « **Groupe** » désigne le groupe de sociétés constitué par la société Voltalia SA et ses filiales.

1	PRESENTATION DE L'ACTIVITE	6
1.1	Un portefeuille d'actifs performants	6
1.2	Une visibilité long terme	7
2	CHIFFRES CLES	8
2.1	Compte de résultat résumé	8
2.2	Capacité installée (en MW) et production d'énergie (en MWh)	8
2.3	Informations relatives à l'endettement financier brut	8
3	FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2016	9
3.1	Gouvernance et financements	9
3.2	Succès aux appels d'offres 2016	9
3.3	Autres développements	9
4	ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES	11
4.1	Etat de résultat global	11
4.2	Flux de trésorerie	13
4.3	Structure financière	13
5	OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES	14
6	PRINCIPAUX RISQUES ET EVOLUTION	14
6.1	Risques liés à l'acquisition de Martifer Solar	14
6.1.1	Risques afférents à l'acquisition de Martifer Solar et liés à une procédure de due diligence limitée sur les activités de Martifer Solar	14
6.1.2	Risques liés à l'intégration des effectifs de Martifer Solar au sein du Groupe	15
6.1.3	Risques liés à la prise en compte de l'activité acquise dans les comptes consolidés du Groupe	15
6.1.4	<i>Risques liés à l'extension du périmètre géographique</i>	16
6.2	Risques liés aux nouvelles activités pour compte de tiers	16
6.2.1	Risques de dépendance vis-à-vis des clients du Groupe	16

6.2.2	Risques liés aux activités de construction pour le compte de tiers	17
7	FAITS MARQUANTS POSTERIEURS A LA CLOTURE.....	18
7.1	Acquisition du groupe Martifer Solar	18
7.2	Informations pro forma de Martifer Solar.....	20
8	PERSPECTIVES	22
8.1	Mise à jour des activités du Groupe suite à l'acquisition de Martifer Solar	22
8.2	Nouveaux objectifs	22
9	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016.....	29
10	COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2016	33
10.1	ETAT DU RESULTAT GLOBAL.....	33
10.2	AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL.....	34
10.3	ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	35
10.4	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	36
10.5	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	37
	NOTES ANNEXES.....	38
NOTE 1-	CONSTITUTION ET DEVELOPPEMENT DU GROUPE	38
NOTE 2-	ACTIVITE DU GROUPE.....	38
NOTE 3-	FAITS MARQUANTS ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	39
NOTE 4-	REGLES ET METHODES COMPTABLES	42
NOTE 5-	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	45
NOTE 6-	SECTEURS OPERATIONNELS	51
NOTE 7-	DONNEES OPERATIONNELLES DE RENTABILITE	53
NOTE 8-	DONNEES OPERATIONNELLES DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	56
NOTE 9-	CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL.....	58
NOTE 10-	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	59
NOTE 11-	PROVISIONS NON COURANTES.....	66
NOTE 12-	FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	67
NOTE 13-	IMPÔTS SUR LES RESULTATS	75
NOTE 14-	CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION	76
NOTE 15-	TRÉSORERIE NETTE.....	80
NOTE 16-	ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PARTIES LIEES	81



RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

1 ER SEMESTRE 2016

1 PRESENTATION DE L'ACTIVITE

Voltalia est un acteur intégré et indépendant dans le marché des énergies renouvelables en forte croissance. Le Groupe développe, construit et exploite des centrales électriques renouvelables de moyenne puissance (généralement inférieures à 30 MW). Au 30 juin 2016, le Groupe détient un total de 376,1 MW de capacité installée.

Au 30 juin 2016, la première source de revenus du Groupe est la vente de l'électricité renouvelable produite par ses centrales. Ces ventes sont très majoritairement régies par des contrats à long-terme qui assurent de la visibilité sur les volumes et les prix de l'électricité vendue. Le Groupe peut aussi générer des revenus de la cession de projets développés par ses équipes, ou de prestations de services tels que l'exploitation-maintenance de centrales détenues par des clients tiers.

Voltalia est présent dans les principales filières de l'énergie renouvelable : éolien, solaire, petite hydroélectricité et biomasse et dans quatre pays : France (métropolitaine et Guyane française), Grèce, Brésil et Maroc. Sa sélectivité en termes d'implantation géographique permet à Voltalia de produire une électricité compétitive : à la date du présent rapport, 85% de la capacité installée de Voltalia produit une électricité ne dépendant pas de tarifs réglementés.

1.1 Un portefeuille d'actifs performants

Voltalia possède un portefeuille d'actifs diversifié et performant, reflétant l'expertise industrielle et l'agilité opérationnelle du Groupe. La performance opérationnelle du Groupe s'illustre notamment par son excellente maîtrise des chantiers et une mise en service des centrales régulièrement en avance sur les calendriers initiaux. :

Année	Pays	Site	Capacité (MW)	Technologie	Avance/retard sur planning (en mois)
2014	France	Adriers	10	Eolien	0
2014	France	Molinons	10	Eolien	0
2014	Brésil	Areia Branca (tranches 1 et 2)	60	Eolien	0
2015	Brésil	Areia Branca (tranche 3)	30	Eolien	-1,5
2015	Brésil	Sao Miguel do Gostoso	108	Eolien	+1
2015	Brésil	Oiapoque	12	Hybride (unité thermique)	+5
2015	Brésil	Vamcruz	93	Eolien	+6
2016	Brésil	Vila Para (Premières tranches)	75	Eolien	+4

Voltalia a présenté en 2015 un excellent taux de disponibilité¹ de 97%.

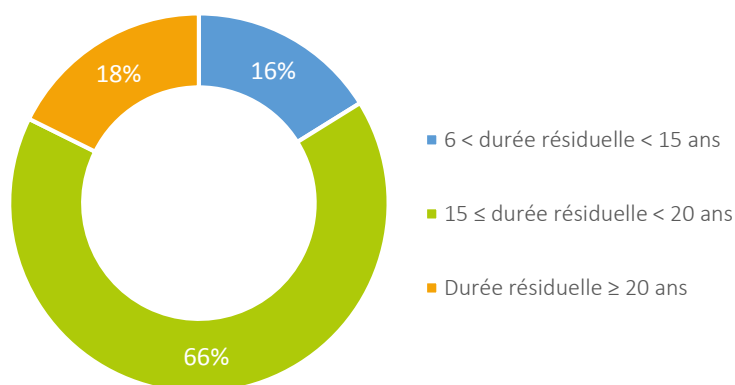
Les centrales du Groupe figurent parmi les plus performantes des régions dans lesquelles elles sont implantées. Le facteur de capacité annuel moyen des centrales détenues et exploitées par Voltalia au 31 décembre 2015 était de 46%. Les facteurs de capacité² suivants ont été calculés sur la base de la production 2015 des centrales de Voltalia :

- En France, ils sont de 27% dans l'éolien et 18% dans le solaire
- Au Brésil³, ils sont de 54% dans l'éolien et 33% dans l'hybride
- En Guyane Française, ils sont de 14% dans le solaire, 32%⁴ dans l'hydroélectricité et 77% dans la biomasse.
- En Grèce, ils sont de 18% dans le solaire.

1.2 Une visibilité long terme

A la date du présent rapport, les contrats de vente d'électricité de Voltalia ont une durée résiduelle moyenne de 18 ans, sécurisant ainsi les revenus du Groupe à long terme. Cette visibilité est accrue par le fait que l'intégralité des centrales détenues par Voltalia bénéficie de contrats de vente d'électricité de long terme.

Répartition de la capacité installée de Voltalia par durée résiduelle de contrat au 19 septembre 2016



¹ Le taux de disponibilité correspond au rapport, exprimé en pourcentage, entre la durée pendant laquelle une installation productrice d'électricité est opérationnelle, et la durée pendant laquelle ladite installation aurait dû idéalement fonctionner. Dans le cas des énergies intermittentes, ce taux dépend de la disponibilité de la ressource.

² Le facteur de charge d'une unité de production électrique est le ratio entre l'énergie qu'elle produit sur une période donnée et l'énergie qu'elle aurait produite durant cette période si elle avait constamment fonctionné à puissance nominale

³ Les facteurs de charge des centrales de Sao Miguel do Gostoso et Oiapoque ont été calculés pro rata temporis de leur mise en service. La centrale de Vamcruz est exclue du périmètre en raison de la saisonnalité.

⁴ La performance de la centrale hydroélectrique de Mana en Guyane a fortement été impactée par un incident d'exploitation survenu au troisième trimestre 2015.

2 CHIFFRES CLES

2.1 Compte de résultat résumé

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Var.	%
Total Revenu	44 729	24 512	20 217	+82%
dont ventes d'énergie	41 536	23 912	17 624	+74%
EBITDA	24 031	11 068	12 964	x 2,2
Résultat opérationnel courant	17 168	7 808	9 359	x 2,2
Résultat Financier	(11 384)	(3 039)	(8 345)	n/a
Résultat net part du Groupe	3 024	3 227	(202)	-6%

2.2 Capacité installée (en MW) et production d'énergie (en MWh)

Energie	MW en exploitation				Production en MWh			
	30 06 2016	30 06 2015	Var.	%	30 06 2016	30 06 2015	Var.	%
Biomasse	9,0	9,0	+0,0	+0,0%	5 768	6 277	-509	-8,1%
Solaire	16,5	16,5	+0,0	+0,0%	12 037	11 859	178	+1,5%
Eolien (*)	333,2	240,2	+93,0	x 1,4	405 897	241 375	164 522	x 1,7
Hydroélectrique	5,4	5,4	+0,0	+0,0%	13 112	7 747	5 365	+69,3%
Hybride	12,0	0,0	+12,0	N/A	18 139	0	18 139	N/A
TOTAL	376,1	271,1	105,0	x 1,4	454 953	267 258	187 695	x 1,7

(*) Du fait du non raccordement des turbines du cluster SMG, la production en MWh, pour l'éolien, n'en tient pas compte.

2.3 Informations relatives à l'endettement financier brut

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Var.	%
Endettement financier brut	437 357	308 038	129 319	+42%
Capitaux propres	247 746	211 165	36 581	+17%

3 FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2016

3.1 Gouvernance et financements

Signature d'un crédit syndiqué de 35 M€

Afin d'accompagner la mise en œuvre dans la durée de sa stratégie, la société a signé le 29 mars 2016 avec des établissements bancaires du groupe BPCE une convention de crédit renouvelable (revolving) d'un montant total de 35 millions d'euros et d'une durée de 5 ans.

Mise en place d'une politique de distribution de dividendes

Voltalia souhaite mettre en place une politique de distribution en ligne avec sa trajectoire de croissance et son profil financier. Compte tenu de sa structure financière et de ses perspectives, la société envisage ainsi à ce jour de verser un dividende dès l'année 2018 au titre de l'exercice 2017 et de faire croître progressivement son taux de distribution jusqu'à 30% du résultat net part du Groupe.

La société pourra, le cas échéant, proposer à chacun de ses actionnaires l'option d'un paiement du dividende en actions.

3.2 Succès aux appels d'offres 2016

Appel d'offres solaire : 1 projet remporté pour 4 MW

Un projet solaire du Groupe d'une capacité de 4 MW a été sélectionné le 11 juin par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE) dans le cadre de l'appel d'offres solaire dédié aux zones non-interconnectées.

Le projet lauréat, baptisé Savane des Pères, a une capacité de 4 MW. Il se situe en Guyane, à la sortie de la commune de Sinnamary. Une attention particulière a été portée au choix du site : le projet permettra ainsi de revaloriser le terrain d'une ancienne décharge.

Le projet de Voltalia associera un outil de prévision de production à une unité de stockage par batteries afin d'affiner le niveau de prédictibilité et la stabilité de la production de la centrale solaire. Sa mise en service est prévue au plus tard en juin 2019.

3.3 Autres développements

Rachat des parts détenus par l'investisseur minoritaire d'un portefeuille de projets éolien contrôlé.

Voltalia a racheté auprès d'un partenaire de longue date sa part minoritaire (49,9%) d'un portefeuille de quatre projets de parcs éoliens. Les projets acquis, à des stades d'avancement divers, représentent une capacité potentielle totale de 76 MW. La première construction pourrait commencer dans les dix-huit prochains mois. Cette opération permet au Groupe de renforcer son exposition en France, pays qui affiche des objectifs ambitieux d'installation de nouvelles capacités de production d'électricité renouvelable.

Acquisition d'une société de développement de projets au Maroc

Voltalia a acquis Alterrya Maroc, une société de développement de projets renouvelables au Maroc.

Cette transaction permet à Voltalia d'acquérir un portefeuille de projets en prospection et en développement représentant une capacité potentielle totale de 185 MW en éolien et de 100 MW en solaire.

Les projets acquis sont à des stades d'avancement divers, et les premières constructions pourraient commencer dans les deux prochaines années.

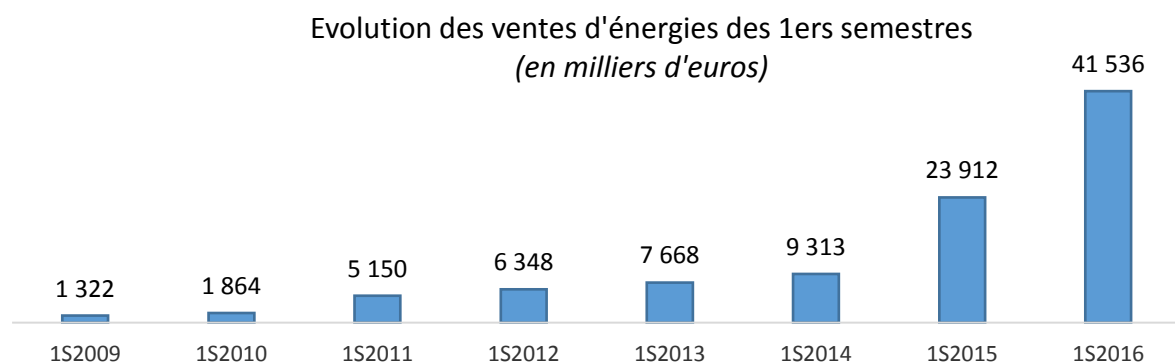
4 ANALYSE DES COMPTES CONSOLIDES

4.1 Etat de résultat global

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Var.	%
Total Revenu	44 729	24 512	20 217	+82%
dont ventes d'énergie	41 536	23 912	17 624	+74%
EBITDA	24 031	11 068	12 964	x 2,2
Résultat opérationnel courant	17 168	7 808	9 359	x 2,2
Résultat Financier	(11 384)	(3 039)	(8 345)	n/a
Résultat net part du Groupe	3 024	3 227	(202)	-6%

REVENU

Voltalia confirme sa dynamique de croissance avec une forte hausse (+ 74%) des ventes d'énergie à 41 536 milliers d'euros au premier semestre 2016 contre 23 912 milliers d'euros enregistrées sur le premier semestre 2015.



La croissance des ventes d'énergie est portée par l'excellent niveau de production des parcs éoliens brésiliens mis en service à compter de fin juin 2015 (Sao Miguel do Gostoso) et fin de l'année 2015 (Vamcruz).

Cependant, le chiffre d'affaires de prestations de services et ventes de développement en 2016 s'élève à 445 milliers d'euros au 30 juin 2016 contre 568 milliers d'euros au 30 juin 2015. Cette baisse est liée à l'absence de vente de projets développés au cours du premier semestre 2016.

Le revenu comprend également des indemnités reçues au titre de pertes d'exploitation.

EBITDA

L'EBITDA au 30 juin 2016 s'élève à 24 031 milliers d'euros contre 11 068 milliers d'euros au 30 juin 2015. Cette forte croissance est à mettre en relation avec la croissance du chiffre d'affaires des ventes d'énergie associée à la maîtrise des charges opérationnelles courantes.

RESULTAT FINANCIER

L'évolution du résultat financier du Groupe s'explique principalement par le fort accroissement du coût de l'endettement financier du Groupe lié à la croissance de l'activité au Brésil.

En effet, entre juin 2015 et juin 2016, la hausse s'explique par la charge d'intérêts des emprunts issus des nouveaux projets mis en service au deuxième semestre 2015 (SMG et VamCruz) pour un montant d'environ 7.169 milliers d'euros et une augmentation de 781 milliers d'euros sur les parcs d'Areia Branca liée à la hausse du principal taux d'intérêts applicable aux emprunts du Groupe, le TJLP indexé sur l'inflation, qui est passé de 6 à 7.5% en 1 an. Toutefois, les prix des contrats étant aussi indexés sur l'inflation, l'impact sur le résultat du Groupe est négligeable.

RESULTAT NET

L'excellente performance opérationnelle du premier semestre 2016 (17 094 milliers d'euros au premier semestre 2016 contre 7 523 milliers d'euros au premier semestre 2015) est impactée par le résultat financier ainsi que par la charge d'impôt de 2,1 millions d'euros en augmentation principalement au Brésil en raison des mises en services des nouveaux parcs.

Le Groupe affiche un résultat net positif de 3,7 millions d'euros au premier 2016.

4.2 Flux de trésorerie

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	3 692	3 182
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES	10 976	7 290
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES AVANT COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	24 963	11 869
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	17 775	15 287
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(80 996)	(110 686)
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	68 980	114 534
VARIATION DE TRESORERIE	13 954	17 059
Trésorerie d'ouverture	43 454	58 690
Trésorerie de clôture	57 408	75 749

Flux générés par les activités opérationnelles

Les flux nets de trésorerie issus des activités opérationnelles sont générés par les centrales mises en exploitation au cours du deuxième semestre 2015.

Flux générés par les activités d'investissement

Les constructions des centrales éoliennes principalement au Brésil expliquent le niveau des investissements au cours du premier semestre 2016.

Flux générés par les activités de financement

Le Groupe finance ses investissements par de la dette, principalement en financement de projets.

4.3 Structure financière

Au 30 juin 2016, les capitaux propres s'élèvent à 247 746 milliers d'euros contre 211 165 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Var.	%
Endettement financier brut	437 357	308 038	129 319	+42%
Capitaux propres	247 746	211 165	36 581	+17%

L'endettement financier brut s'établit à 437 357 milliers d'euros contre 308 038 milliers d'euros au 31 décembre 2015.

Cette augmentation traduit, pour plus de la moitié, la poursuite des investissements du Groupe après la levée de 65.786 milliers d'euros de nouveaux emprunts pour financer les centrales en construction au Brésil.

En complément, le Groupe a contracté des emprunts corporate à hauteur de 29 646 milliers d'euros pour financer une partie de ses centrales brésiliennes mais aussi son développement à l'international.

La hausse du niveau de l'endettement s'explique également par la réévaluation des emprunts libellés en réals brésiliens (51 130 milliers d'euros) du fait de la forte appréciation de la devise de l'ordre de 20% par rapport à l'euro sur le premier semestre.

5 OPERATIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions avec les parties liées sont décrites dans la note « Informations relatives aux Parties Liées » des comptes consolidés au 30 juin 2016.

6 PRINCIPAUX RISQUES ET EVOLUTION

Concernant son activité de producteur d'électricité, Voltalia n'anticipe pas d'évolution de ses risques tels que décrits dans le chapitre 4 du document de référence 2015 enregistré auprès de l'AMF le 5 avril 2016 sous le numéro R.16-017 (le « **Document de Référence** ») susceptibles d'avoir un impact sur le reste de l'exercice 2016. Par ailleurs, Voltalia a identifié de nouveaux risques liés à l'acquisition de Martifer Solar le 19 août 2016, décrits ci-dessous :

6.1 *Risques liés à l'acquisition de Martifer Solar*

6.1.1 **Risques afférents à l'acquisition de Martifer Solar et liés à une procédure de due diligence limitée sur les activités de Martifer Solar**

Le Groupe ne peut garantir que la procédure de due diligence mise en œuvre a permis d'identifier toutes les difficultés ou les passifs importants liés à Martifer Solar, ou que d'autres facteurs qui échappent au contrôle de Martifer Solar ou du Groupe ne surviendront pas à l'avenir. Si le Groupe n'avait pu identifier des difficultés importantes, il pourrait être conduit à déprécier ou à sortir de son bilan des actifs, à restructurer ses activités ou à supporter d'autres coûts qui pourraient le conduire à supporter des pertes susceptibles de ne pas être couvertes par les engagements d'indemnisation négociés dans le cadre de l'acquisition.

L'ensemble de ces éléments pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière et les perspectives du Groupe.

Les hypothèses avancées dans le plan d'affaires de Martifer Solar pourraient s'avérer incorrectes, notamment en matière de développement commercial et de performance financière.

Les synergies attendues sont évaluées sur la base d'hypothèses relatives notamment à la capacité du Groupe à introduire les mesures adéquates en temps opportun et sont susceptibles d'être impactées par les frais liés à leur mise en œuvre. La capacité à les réaliser dépend de beaucoup des facteurs indépendants de la volonté du Groupe (changements de réglementation, convergence des systèmes informatiques, concurrence accrue,...).

Si une ou plusieurs hypothèses concernant les mesures à mettre en œuvre s'avèrent erronées, les frais afférents pourraient être significativement plus élevés qu'anticipé, et le Groupe pourrait ne pas être en mesure de bénéficier pleinement de ces synergies, du moins dans le délai initialement prévu. En outre, les réductions des coûts dérivés des gains attendus en termes d'efficacité opérationnelle risquent de ne pas perdurer si le Groupe rencontre des difficultés pour intégrer l'acquisition de Martifer Solar ou rencontre d'autres problèmes d'ordre opérationnel, juridique, réglementaire, contractuel, social, ou tout autre type de problème non anticipé à la date du présent rapport.

L'ensemble de ces éléments pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière et les perspectives du Groupe.

6.1.2 Risques liés à l'intégration des effectifs de Martifer Solar au sein du Groupe

Bien que Voltalia et Martifer Solar partagent un socle de valeurs communes, des difficultés pourraient être rencontrées lors du déploiement du plan d'intégration, en particulier concernant la mise en place des synergies. Ces complications pourraient entraîner des coûts additionnels et/ou conduire à des retards et/ou des gains moins importants que ceux envisagés par Voltalia.

Les difficultés rencontrées dans la mise en place d'une culture d'entreprise commune pourraient également conduire à des départs de salariés. Ces départs pourraient entraîner une perte de savoir-faire, une carence en terme de compétences techniques et, à terme, la fragilisation de certaines activités, ce qui aurait une incidence directe sur la capacité de l'entreprise à atteindre ses objectifs opérationnels et de rentabilité.

Le Groupe pourrait par ailleurs ne pas être en mesure de retenir son personnel clé ou d'en attirer un nouveau à des conditions qui seraient acceptables d'un point de vue économique. Les risques liés à la mise en place d'un nouveau processus de prise de décision et d'une nouvelle organisation hiérarchique au sein de l'entreprise pourraient ralentir la bonne remontée des informations le temps de l'adaptation des équipes, pouvant alors porter atteinte à la performance opérationnelle et financière de l'entreprise.

Enfin, les risques liés à un retard dans la convergence des systèmes informatiques pourraient ralentir l'intégration de Martifer Solar au sein de Voltalia.

L'ensemble de ces éléments pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière et les perspectives du Groupe.

6.1.3 Risques liés à la prise en compte de l'activité acquise dans les comptes consolidés du Groupe

L'intégration comptable de Martifer Solar et de consolidation pourrait présenter plusieurs difficultés pour le Groupe, ainsi que l'harmonisation des procédures de reporting et de la comptabilité analytique. Cela pourrait se répercuter sur la capacité de la société à délivrer l'information financière aux dates prévues en rallongeant les délais impartis à la clôture des exercices.

Le présent rapport contient des informations pro forma consolidées condensées non auditées, qui ont été établies afin de permettre à l'investisseur d'appréhender ce qu'auraient été les résultats et la situation financière du Groupe si l'acquisition de Martifer Solar avait eu lieu au premier semestre 2016. En raison de son appartenance au groupe Martifer S.G.P.S., Martifer Solar n'a jamais établi d'états

financiers consolidés pour une quelconque période. Les informations financières concernant Martifer Solar utilisées pour élaborer les informations financières pro forma consolidées non auditées du Groupe présentées dans le présent rapport pour le semestre clos le 30 juin 2016 sont des informations pro forma qui présentent les résultats et la situation financière de Martifer Solar comme si Martifer Solar avait exercé son activité distinctement du groupe Martifer S.G.P.S. pendant cette période sans que ces informations n'aient été auditées ou vérifiées par les contrôleurs légaux de la Société. En outre, les résultats passés de Martifer Solar ne reflètent pas nécessairement les résultats futurs de Martifer Solar en tant qu'entité du Groupe.

6.1.4 Risques liés à l'extension du périmètre géographique

Risques économiques

La Société étend son empreinte géographique à 17 pays contre 4 avant l'acquisition de Martifer Solar.

Les conditions macro-économiques et politiques de chacun de ces pays pourraient faire peser des risques significatifs quant à la faisabilité des projets en cours de développement ou futur ainsi qu'à l'exploitation en propre ou pour compte de tiers des installations du Groupe.

Par ailleurs, le Groupe a recours à un nombre accru de devises étrangères dans le cadre de sa facturation, de ses achats ou des engagements qu'il est emmené à prendre afin de financer ses projets. Le Groupe se trouve ainsi confronté à un risque de change plus important, notamment en cas de forte volatilité des taux de change.

Désormais présent dans de nombreux pays émergents, le Groupe doit renforcer sa vigilance aux risques-politiques ainsi qu'à la stabilité macro-économique.

Risques réglementaires

L'environnement réglementaire des nouveaux pays dans lesquels intervient le Groupe pourrait faire peser des contraintes importantes sur l'activité du Groupe, compliquant son développement.

Par ailleurs, la fiscalité applicable dans ces pays, tant générale que spécifique aux activités du Groupe, pourrait avoir un impact significatif sur les investissements du Groupe, la rentabilité des ses projets et sites de production ainsi que sur la remontée d'éventuels dividendes.

Nous attirons, en ce sens, votre attention sur les risques relatifs au marché sur lequel intervient le Groupe détaillés à la section 4.1.1 du Document de Référence.

6.2 Risques liés aux nouvelles activités pour compte de tiers

En faisant l'acquisition de Martifer Solar, Volitalia capitalise sur ses expertises existantes et étend son modèle économique à la prestation de services pour compte de tiers. En plus des risques existants liés aux activités de développement, de construction et d'exploitation et maintenance de centrales de production d'électricité renouvelables détaillés au chapitre 4 du Document de Référence (et notamment à sa section 4.1.2), le modèle économique de la nouvelle activité expose le Groupe à certains risques supplémentaires.

6.2.1 Risques de dépendance vis-à-vis des clients du Groupe

Le Groupe pourrait se trouver en situation de dépendance vis-à-vis d'un client dont l'insolvabilité pourrait affecter la capacité du Groupe à développer, construire, maintenir et exploiter ses installations de manière rentable et dans des délais raisonnables.

Le Groupe pourrait également être exposé à davantage de contraintes externes sur lesquelles il ne pourrait pas agir en raison de son rôle de fournisseur de services.

En outre, les activités de prestation de services induisent une volatilité des revenus : contrairement aux contrats de vente d'énergie sécurisés sur vingt ans, les contrats de prestation de développement et de construction ont des durées plus réduites. Seuls les contrats de prestation d'exploitation et de maintenance sont pluriannuels.

Le Groupe pourrait enfin subir des augmentations du coût de construction et ou d'exploitation sans être en mesure de les répercuter sur ses clients ou une pression sur les prix de la part de ses clients.

L'ensemble de ces éléments pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière et les perspectives du Groupe.

6.2.2 Risques liés aux activités de construction pour le compte de tiers

En tant que constructeur de centrales pour des clients, le Groupe s'expose au versement de pénalités en cas de non-respect des délais et des budgets. Ces montants sont garantis au client dans le contrat de prestation signé et leur versement pourrait avoir un impact négatif sur la situation financière du Groupe.

Par ailleurs, d'éventuels dysfonctionnements des centrales construites par le Groupe pourraient entraîner des dépenses supplémentaires afin de revoir la conception et le fonctionnement de ces centrales et de réduire voire monopoliser des ressources techniques et financières nécessaires au développement d'autres projets du Groupe. De plus, le Groupe pourrait voir sa responsabilité contractuelle, voire pénale, engagée en cas de dommages subis par ses clients en raison de ces défauts de fabrication ou de fonctionnement. De tels événements pourraient, en outre, porter atteinte à la réputation commerciale du Groupe et entraîner notamment une perte de clientèle.

L'ensemble de ces éléments pourrait avoir un effet défavorable sur la situation financière et les perspectives du Groupe.

7 FAITS MARQUANTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

7.1 *Acquisition du groupe Martifer Solar*

Voltalia a finalisé, en date du 18 août 2016, la prise de contrôle de l'entité Martifer Solar, tête de groupe du sous ensemble du même nom. Le regroupement d'entreprises étant postérieur à la période de reporting semestrielle, il reste sans incidence sur les états financiers semestriels couvrant la période au 30 juin 2016. Les données à suivre présentent donc un caractère exclusivement informatif.

Créé il y a 10 ans par le groupe portugais Martifer, le sous-ensemble Martifer Solar développe, construit et exploite des centrales solaires photovoltaïques pour le compte de clients tiers. Martifer Solar est un acteur majeur du marché photovoltaïque mondial.

L'acquisition porte sur la totalité des titres de la société tête de groupe. Elle concerne donc ainsi indirectement l'ensemble des entités filiales, des partenariats et des entreprises associées du périmètre de consolidation Martifer Solar. Par exception, les entités filiales basées aux Etats Unis n'ont pas été intégrées à la transaction et ont été cédées au groupe Martifer par Martifer Solar avant la prise de contrôle.

Le coût des titres s'élève à 9 millions d'euros. Le financement est exclusivement assuré sur fonds propres. La convention d'achat d'actions ne contient pas de clause d'ajustement de prix. Les coûts liés à l'acquisition sont estimés à 2,1 millions d'euros dont 636 milliers d'euros sont déjà comptabilisés, dans le poste « autres charges et produits opérationnels » au 30 juin 2016.

En acquérant les titres de Martifer Solar, Voltalia a repris l'ensemble de l'actif et du passif de cette société, y compris l'avance en compte courant de l'ancien actionnaire. Au 18 août 2016, ce compte courant s'élève à 8 889 milliers d'euros. Il a fait l'objet d'une transaction à sa valeur nominale. Les dettes commerciales de l'ancien actionnaire d'un montant de 4 336 milliers d'euros ont été payées à leur valeur nominale. En termes de volumes d'activité, Martifer Solar a assuré depuis sa création le développement de 757 MW de projets cédés à des investisseurs. A fin 2015, le portefeuille de projets en cours de développement représentait 1 343 MW. Dans le même temps, Martifer Solar a construit pour ses clients un ensemble de parcs solaires représentatifs de 599 MW, à compléter de 85 MW en construction au 30 juin 2016.

Enfin, l'exploitation-maintenance pour le compte de clients tiers est l'activité qui connaît la plus forte croissance au sein de Martifer Solar. Son parc sous gestion est actuellement de 585 MW.

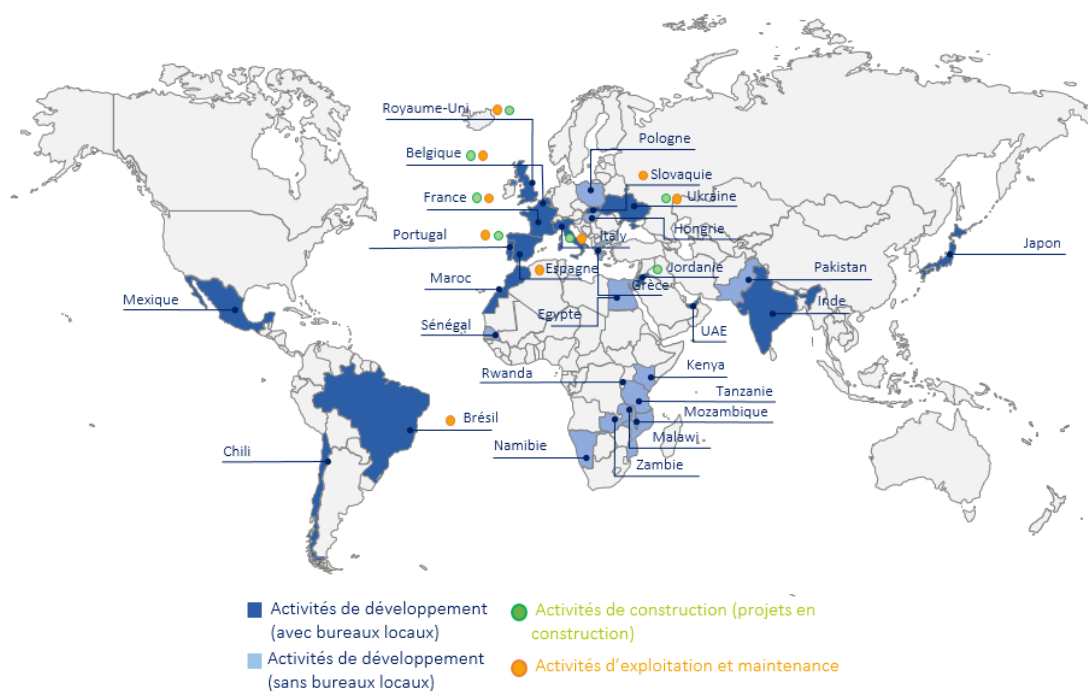
En termes de volumétrie et synergie relatives au secteur d'activité, la production d'électricité renouvelable historiquement assumée par Voltalia est désormais enrichie par la prestation de services de développement, construction et exploitation-maintenance pour le compte de clients tiers. Martifer Solar ne possédant pas, en effet, les centrales détenues et donc financées par des clients tiers, l'activité apparaît peu consommatrice de capitaux. La capacité exploitée par le Groupe après acquisition de Martifer Solar est multipliée par 2,4, passant de 418 MW au 30 juin 2016 à plus de 1 000 MW (1 GW), dont 376 MW de capacité installée et 627 MW exploités pour compte de clients tiers.

Au 30 juin 2016, les effectifs Voltalia s'élevaient à 157 personnes. Le nouvel ensemble ainsi constitué comprend désormais 423 collaborateurs, répartis comme suit :

Fonctions	Voltalia 30/06/2016	%	Martifer Solar 30/06/2016	%	Nouvel ensemble au 30/06/2016	%
Développement	63	40%	29	11%	92	22%
Construction	10	6%	55	21%	65	15%
Exploitation et maintenance	26	17%	119	45%	145	34%
Support	58	37%	63	24%	121	29%
Total	157	100%	266	100%	423	100%

En synthèse, ce rapprochement permet à Voltalia d'accélérer sa stratégie de développement basée sur la diversification de son empreinte internationale, de son mix énergétique et désormais de son modèle économique. On relève ainsi à ce titre que :

- Voltalia renforce son empreinte internationale grâce à des équipes réparties dans 17 pays (contre 4 auparavant) et actives dans 29 pays :



- Le portefeuille de projets en développement en faveur de l'énergie solaire passe de 13% à 50%. L'énergie solaire est l'énergie renouvelable à croissance mondiale la plus élevée.
- En ajoutant la prestation de services de développement, construction et d'exploitation-maintenance à son activité historique de production d'électricité renouvelable, Voltalia renforce son expertise industrielle et se dote d'une nouvelle activité peu capitalistique.

Activités du nouvel ensemble au 30 juin 2016 :

Production d'électricité			Prestations de services		
Energie	Actifs détenus	Capacité totale au 30/06/2016	MW développés et vendus	MW construits	MW exploités
Eolien	11	333.2 MW	132 MW	342 MW	342 MW
Solaire	12	16.5 MW	764 MW	616 MW	635 MW
Hydro	1	5.4 MW	1 MW	5 MW	5 MW
Biomasse	2	9 MW	0.4 MW	2 MW	9 MW
Hybride	1	12 MW	N/A	12 MW	12 MW

7.2 Informations pro forma de Martifer Solar

Les informations pro forma sont basées sur les données au 30 juin 2016 de Martifer Solar (non auditées). Elles intègrent en outre différents ajustements concernant le premier semestre qui ont été comptabilisés dans les comptes au 31 juillet 2016 qui ont fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes de l'entité acquise.

L'activité aux Etats-Unis, exclue du périmètre acquis, a été retraitée dans les comptes proforma présentés ci-dessous. Sa cession finalisée juridiquement en juillet 2016 a été considérée comme étant intervenue au 1^{er} janvier 2015.

Compte de résultat pro forma consolidé de Martifer Solar 2015 et premier semestre 2016

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015*
Normes IFRS - données pro forma		
Revenus	42 186	139 611
Chiffre d'affaires	41 320	127 475
EBITDA	(4 666)	1 872

*2015 : données non auditées.

Pour information, la répartition entre les différentes activités de Martifer Solar au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

En millions d'euros	Vente d'électricité	Développement, construction et achats	Exploitation et maintenance	Autres	Total
Ventes d'énergie	0,3	114,2	12,9	0,0	127,5
Revenus	0,3	123,4	12,9	3,1	139,6
EBITDA	0,2	(2,6)	2,9	1,3*	1,9

* : cession d'une société projet

Bilan pro forma consolidé Martifer Solar premier semestre 2016

En milliers d'euros	30/06/2016
Normes IFRS - données pro forma	
Actifs immobilisés	32 922
Actifs courants hors trésorerie nette	51 545
Trésorerie disponible	928
Capitaux propres	(27 770)
Passifs courants et non courants	73 648
Dettes financières	39 518
Total bilan	85 395

Les passifs courants et non courants intègrent le compte courant d'actionnaires, d'un montant de 2 254 milliers d'euros.

Au 31 décembre 2015, la dette de Martifer Solar au 31 décembre 2015 était répartie comme suit :

En millions d'euros (Donnée non auditées)	30/06/2016
Dette adossée aux projets solaires de Canaverosa ¹ et Borox-Sesena I ²	26,5
Dette adossée à l'usine ³	4,0
Dette adossée à la chaîne de montage ³	1,4
Dette adossée à la toiture solaire <i>Greencoverage</i> ⁴	0,6
Total de la dette adossée à des actifs ou des projets en financement	32,5
Dette <i>corporate</i> ⁵	8,3
Total dette	40,8
Liquidités	12,0
Total dette nette	28,8

Notes :

¹ : Pour le projet *brownfield* de Canaverosa (6,7 MW de capacité installée Espagne), Martifer Solar est l'unique prêteur de la société projet et perçoit 75% des revenus issus du contrat de vente d'électricité de long terme (PPA) perçus par la société projet jusqu'au remboursement de la dette. L'intégralité du prêt accordé par Martifer Solar à la société projet est garanti par 100% des droits sur la centrale et le PPA, ainsi que par ses parts dans la société projet.

² : Le projet Borox (5,4 MW, capacité installée Espagne) est porté par une société projet dont Martifer Solar détient 37,48%. La société projet n'a pas contracté de dette senior ; les actionnaires en sont les prêteurs.

³ : Ces actifs ne génèrent pas de revenus mais leur valeur de marché est supérieure à la dette

⁴ : Martifer Solar détient 100% de ce projet de toiture solaire (0,6 MW) au Portugal. Cette société projet n'a pas contracté de dette senior mais a été financée par ses actionnaires.

⁵ : La dette *corporate* est principalement répartie entre le Royaume-Uni (3 m€), l'Italie (3m€) et le Portugal (1.9m€).

8 PERSPECTIVES

Les objectifs présentés dans ce chapitre ont été établis sur la base de données, hypothèses et estimations considérées comme raisonnables par la direction du groupe. Ces données, hypothèses et estimations sont susceptibles d'évoluer ou d'être modifiées en raison des incertitudes liées notamment à l'environnement économique, financier, comptable, concurrentiel et réglementaire ou en fonction d'autres facteurs dont le groupe n'aurait pas connaissance à la date du présent rapport. En outre, la réalisation de certains risques décrits dans le chapitre 4 du Document de référence 2015 enregistré auprès de l'AMF le 5 avril 2016 sous le numéro R.16-017 ou dans le chapitre 6 du présent rapport pourrait avoir un impact sur l'activité, la situation financière, les résultats du groupe et ainsi sa capacité à réaliser ses objectifs et prévisions. Le Groupe ne prend aucun engagement et ne donne aucune garantie sur la réalisation des objectifs figurant dans le présent chapitre.

8.1 Mise à jour des activités du Groupe suite à l'acquisition de Martifer Solar

L'acquisition de Martifer Solar constitue une étape majeure dans le développement du Groupe en donnant naissance à un leader international des énergies renouvelables. Les excellentes performances de Voltalia reposant jusqu'ici sur sa forte croissance organique, l'acquisition de Martifer Solar permet au Groupe d'opérer un changement de dimension significatif et d'accélérer la réalisation de ses objectifs.

Ce rapprochement permet au Groupe de renforcer son assise géographique, financière et opérationnelle. L'acquisition de Martifer Solar permet à Voltalia d'afficher le bilan suivant à la date de publication du présent rapport:

- 897 MW développés et vendus
- 1 107 MW construits
- 1 078 MW en exploitation

En ajoutant les revenus de Martifer Solar⁵ à ceux de Voltalia au 31 décembre 2015, les revenus consolidés du nouvel ensemble sont plus que triplés, pour passer de 58M€ à 198M€, réalisés dans près de 30 pays. La capacité exploitée par le Groupe est multipliée par 2,4, passant de 418 MW à plus de 1 000 MW, dont 376 MW de capacité installée et 627 MW exploités pour compte de clients tiers.

8.2 Nouveaux objectifs

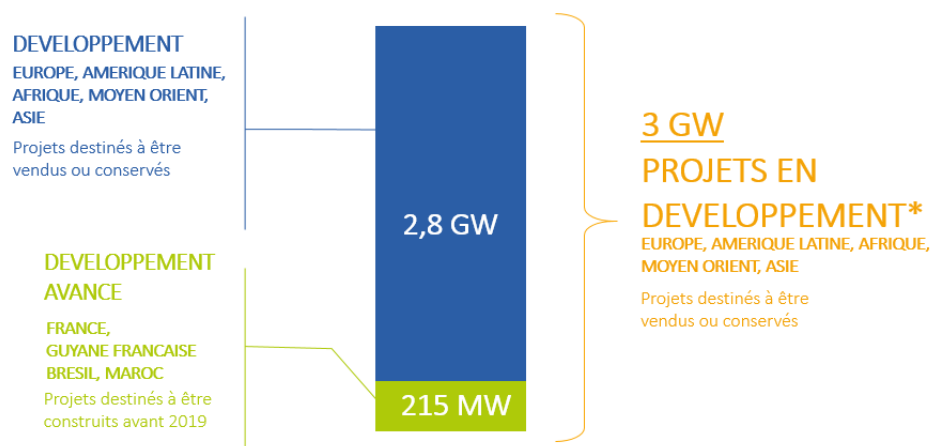
Le Groupe a annoncé de nouveaux objectifs de croissance revus à la hauteur du potentiel du nouvel ensemble formé par Voltalia et Martifer Solar.

Production d'électricité : 1 GW consolidé en 2019

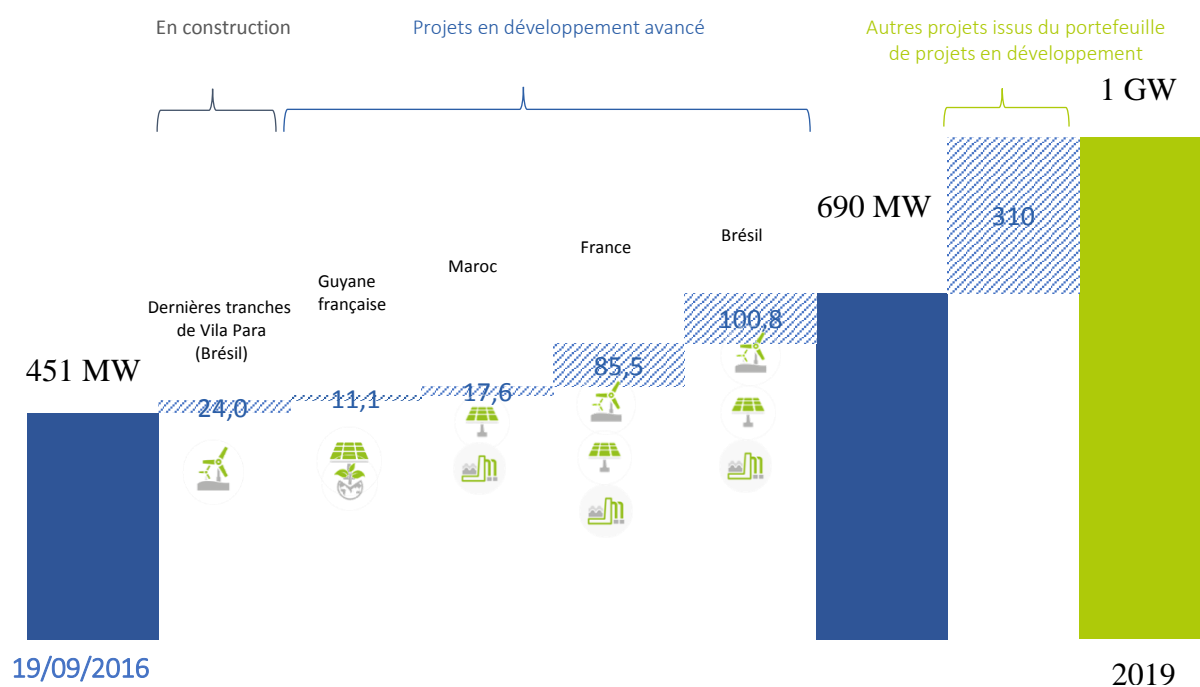
Le Groupe entend franchir la barre symbolique de 1 GW (1 000 MW) détenu en compte propre d'ici 2019, contre 2022 annoncés fin 2015 et 2025 lors de son introduction en Bourse en 2014. Fort d'un portefeuille de projets en développement élargi à 3 GW (dont 215 MW de projets en développement

⁵ Données non-auditées ; chiffres annoncés lors de la présentation du projet l'acquisition le 23 juin 2016

très avancé et 2,8 GW de projets en développement) suite à l'acquisition de Martifer Solar, Voltalia atteindra 475 MW de capacité installée à la fin de l'année 2016.



Ajoutés à la dernière tranche de Vila Para actuellement en construction, les 215 MW de projets en phase de développement avancé répartis en France, en Guyane française, au Brésil et au Maroc assure doré et déjà à Voltalia d'atteindre une capacité installée de 690 MW.



Les projets en phase de développement très avancée mentionnés dans le communiqué de presse des résultats semestriels 2016 sont les suivants :

France métropolitaine :

PROJET	MW	ENERGIE	DATE ESTIMEE DE MISE EN SERVICE	SITUATION EN JUILLET 2016
FR 1	8,2	Solaire	S2 2017	<ul style="list-style-type: none"> Revenus sécurisés (PPA signé ou FiT⁶) Connexion au réseau garantie
FR 2	3,8	Solaire	S2 2017	<ul style="list-style-type: none"> Revenus sécurisés (PPA signé ou FiT) Connexion au réseau garantie Demande d'autorisation pour les principaux permis déposée
FR 3	10,2	Solaire	S2 2017	<ul style="list-style-type: none"> Revenus sécurisés (PPA signé ou FiT) Connexion au réseau garantie Demande d'autorisation pour les principaux permis déposée
FR 4	8	Eolien	S2 2018	<ul style="list-style-type: none"> FiT disponible En cours de raccordement Foncier sécurisé Recours sur principal permis gagné en première instance
FR 5	14	Eolien	S2 2018	<ul style="list-style-type: none"> FiT disponible Connexion au réseau garantie Foncier sécurisé Recours sur principal permis gagné en première instance
FR 6	10	Eolien	S2 2018	<ul style="list-style-type: none"> FiT disponible Recours sur principal permis gagné en première instance
FR 7	12,5	Eolien	S2 2018	<ul style="list-style-type: none"> FiT disponible Foncier sécurisé Connexion au réseau garantie Recours sur principal permis gagné en première instance
FR 8	14,3	Eolien	S2 2018	<ul style="list-style-type: none"> FiT disponible Foncier sécurisé Connexion au réseau garantie Recours sur principal permis gagné en première instance
FR 10	4,5	Hydro	S2 2019	<ul style="list-style-type: none"> FiT disponible Foncier sécurisé Connexion au réseau garantie Recours sur principal permis gagné en première instance
Total des projets		85,5 MW		

Guyane Française

PROJET	MW	ENERGIE	MISE EN SERVICE ESTIMEE	SITUATION EN JUILLET 2016
GU 1	5,1	Biomasse	S2 2018	<ul style="list-style-type: none"> PPA en cours d'approbation Foncier sécurisé Connexion au réseau garantie Approbation des permis en cours
GU 2	6	Solaire	S2 2018	<ul style="list-style-type: none"> Demande d'autorisation pour les principaux permis déposée et tarif de rachat en cours d'approbation Foncier sécurisé Connexion au réseau garantie
Total des projets		11,1 MW		

Brésil

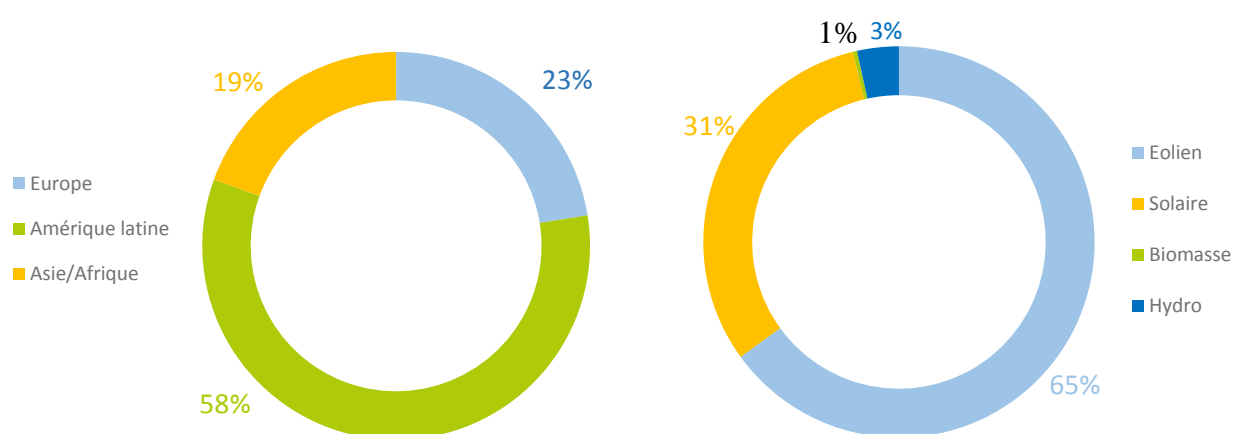
⁶ FiT : *Feed in tariff* : tarif d'achat réglementé

PROJET	MW	ENERGIE	MISE EN SERVICE ESTIMÉE	SITUATION EN JUILLET 2016
BR1	16	Solaire	S2 2018	<ul style="list-style-type: none"> Habileté à participer à des appels d'offres /enchères confirmée Foncier et raccordement réseau sécurisés
BR2	50	Eolien	S2 2018	<ul style="list-style-type: none"> Habileté à participer à des appels d'offres /enchères confirmée Foncier et raccordement réseau sécurisés
BR3	27,3	Eolien	S2 2018	<ul style="list-style-type: none"> Foncier et raccordement réseau sécurisés PPA signé
BR4	7,5	Hydro	S2 2019	<ul style="list-style-type: none"> Foncier et raccordement réseau sécurisés PPA signé Principaux permis à renouveler
Total des projets	100,8 MW			

Maroc

PROJET	MW	ENERGIE	MISE EN SERVICE ESTIMÉE	SITUATION EN JUILLET 2016
MA1	10,4	Solaire	S2 2018	<ul style="list-style-type: none"> PPA en cours d'approbation Demande d'autorisation pour les permis principaux et la connexion au réseau déposée
MA2	7,2	Hydro	S2 2019	<ul style="list-style-type: none"> PPA en cours d'approbation Demande d'autorisation pour les permis principaux et la connexion au réseau déposée
Total des projets	17,6 MW			

En plus de ces 215 MW de projets, Voltalia entend s'appuyer sur son portefeuille de projets en développement de 2,8 MW, répartis comme suit au 30 juin 2016



3 GW exploités en 2019

Exploitant déjà plus de 1 GW de centrales de production d'électricité renouvelable Voltalia entend exploiter une capacité de 2 GW pour compte de tiers d'ici 2019. Pour cela, le Groupe s'appuiera sur

son portefeuille de projets en développement de 2,8 GW. En complément de l'exploitation de centrales solaires, Volitalia souhaite développer son activité de prestataire de service pour d'autres sources d'énergie telle l'éolien, grâce aux synergies attendues à l'issue de l'acquisition de Martifer Solar.

Objectifs financier : 180 millions d'euros d'EBITDA en 2019 et premiers dividendes

Grâce à la réalisation progressive des objectifs de capacité installée et aux nouvelles activités de prestation de services, le Groupe se donne pour ambition de porter son EBITDA consolidé à 180 millions d'euros⁷ sur l'exercice 2019.

	Ventes d'électricité	Exploitation et maintenance	Développement et construction	Autres**	Total
EBITDA 2019	165m€	10m€	30m€	(25m€)	180m€
EBITDA 2015**	30,3m€	3,3m€	(3,1m€)	1,4m€	31,9m€

*EBITDA consolidé proforma au 31 décembre 2015

** : corporate et éliminations

⁷ Sur la base d'1EUR=4BRL



COMPTES CONSOLIDÉS SEMESTRIELS

30 JUIN 2016

SOMMAIRE

Note préalable : L'ensemble des données mentionnées dans les documents de synthèse consolidés sont exprimées en milliers d'euros.

9	RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016	29
10	COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2016	33
2.1	ETAT DU RESULTAT GLOBAL	33
2.2	AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL	34
2.3	ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	35
2.4	TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	36
2.5	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	37
	NOTES ANNEXES	38
NOTE 1-	CONSTITUTION ET DEVELOPPEMENT DU GROUPE	38
NOTE 2-	ACTIVITE DU GROUPE	38
NOTE 3-	FAITS MARQUANTS ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	39
NOTE 4-	REGLES ET METHODES COMPTABLES	42
NOTE 5-	PERIMETRE DE CONSOLIDATION	45
NOTE 6-	SECTEURS OPERATIONNELS	51
NOTE 7-	DONNEES OPERATIONNELLES DE RENTABILITE	53
NOTE 8-	DONNEES OPERATIONNELLES DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	56
NOTE 9-	CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL	58
NOTE 10-	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	59
NOTE 11-	PROVISIONS NON COURANTES	66
NOTE 12-	FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS	67
NOTE 13-	IMPÔTS SUR LES RESULTATS	75
NOTE 14-	CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION	76
NOTE 15-	TRÉSORERIE NETTE	80
NOTE 16-	ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PARTIES LIEES	81

9 RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2016

VOLTALIA

Société anonyme au capital de 149 405 909,10 €

Siège social : 28 rue de Mogador 75009 Paris

RCS : Paris 485 182 448

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 01 janvier 2016 au 30 juin 2016

H3P AUDIT & CONSEIL

MAZARS

H3P Audit & Conseil

30, RUE DES MATHURINS – 75008

TEL : +33 44 57 09 09

SARL

CAPITAL DE 500 000 EUROS – RCS 508805686 – SIEGE SOCIAL : 30, RUE DES MATHURINS – 75008

MAZARS

61, RUE HENRI REGNAULT – 92400

TÉL: +33 (0) 1 49 97 60 00 - FAX: +33 (0) 1 49 97 60 01

SOCIETE ANONYME D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

CAPITAL DE 8 320 000 EUROS - RCS NANTERRE B 784 824 153

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés de la société VOLTALIA, relatifs à la période du 01 janvier 2016 au 30 juin 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, la régularité et la sincérité des comptes semestriels consolidés et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 7 « Données opérationnelles de rentabilité » de l'annexe aux comptes consolidés paragraphes « Revenu » et « Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions » qui expose les modalités de reconnaissance des revenus et l'absence de charge d'amortissement des immobilisations du parc Sao Miguel De Gostoso sur la période,

décrites également dans la note 10 « Immobilisations incorporelles et corporelles » paragraphe « Immobilisations corporelles ».

VOLTALIA

*Information
financière
semestrielle*

*Période du 01
janvier 2016 au 30
juin 2016*

II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés.

Fait à Paris et à Paris La Défense, le 19 septembre 2016

Les commissaires aux comptes

H3P AUDIT & CONSEIL

Jean-Benoît MONNAIS

MAZARS

Juliette DECOUX

10 COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS RESUMES AU 30 JUIN 2016

10.1 ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Var.	Var %	Note n°
Chiffre d'affaires	41 981	24 480	17 501	+71%	7
Autres produits liés à l'activité	2 748	33	2 716	n/a	
Achats consommés	(8 245)	(3 956)	(4 289)	x 2,1	7
Charges externes	(7 166)	(4 945)	(2 222)	+45%	7
Charges de personnel	(2 932)	(2 067)	(865)	+42%	7
Impôts & taxes	(2 279)	(1 794)	(485)	+27%	7
Dotations nettes aux amortissements	(7 419)	(5 052)	(2 366)	+47%	7
Dotations nettes aux dépréciations et provisions	482	1 327	(846)	-64%	7
Autres produits et charges d'exploitation	(3)	(218)	215	-99%	
Résultat opérationnel courant	17 168	7 808	9 359	x 2,2	
Résultat sur cession de participations consolidées	-	79	(79)	n/a	
Autres produits et charges opérationnels	(73)	(364)	291	-80%	7
RESULTAT OPERATIONNEL	17 094	7 523	9 572	x 2,3	
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	2 023	2 502	(479)	-19%	
Coût de l'endettement financier brut	(13 872)	(5 706)	(8 166)	x 2,4	
Coût de l'endettement financier net	(11 849)	(3 203)	(8 645)	x 3,7	12
Autres produits et charges financiers	465	164	301	+183%	12
RESULTAT AVANT IMPÔTS	5 711	4 484	1 227	+27%	
Impôts sur les résultats et assimilés	(2 138)	(1 375)	(763)	n/a	13
RESULTAT APRES IMPÔTS	3 572	3 108	464	+15%	
Résultat des sociétés mises en équivalence	120	74	46	+63%	
RESULTAT NET TOTAL	3 692	3 182	510	+16%	
PART DU GROUPE	3 024	3 227	(202)	-6,3%	
Résultat des participations ne donnant pas le contrôle	668	(45)	712	n/a	
Résultat-part du Groupe - par action - en euros					14
avant dilution	0,116	0,124			
après dilution	0,110	0,124			

10.2 AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
RÉSULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	3 692	3 182
Éléments du résultat global qui ne seront pas recyclés en résultat	-	-
Éléments du résultat global susceptibles d'être recyclés en résultat		
Écarts de change résultant de la conversion des activités à l'étranger	38 992	(9 709)
Variations de valeur des instruments de couverture	(3 068)	938
Impôts différés liés aux variations de valeur des instruments de couverture	42	(90)
RÉSULTAT GLOBAL	39 658	(5 678)
Dont part revenant aux propriétaires de la Société	25 644	(2 317)
Dont part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle	14 011	(3 441)

10.3 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015	Var.	Var %	Note n°
Actifs non courants	639 129	487 750	151 378	+31%	
Goodwill	45	1 056	(1 012)	-96%	10
Immobilisations incorporelles	44 035	35 043	8 992	+26%	10
Immobilisations corporelles	589 022	445 622	143 400	+32%	10
Participation dans les entités en équivalence	398	278	120	+43%	5
Actifs financiers non courants	5 078	5 411	(333)	-6%	12
Actifs d'impôts différés	550	339	211	+62%	
Actifs courants	92 136	63 406	28 730	+45%	
Stocks	750	596	155	+26%	
Créances clients et comptes rattachés	23 493	16 361	7 132	+44%	8
Actif d'impôt exigible	1 429	379	1 050	x 3,8	
Autres actifs courants	2 198	1 979	219	+11%	8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	57 656	43 591	14 065	+32%	15
Actifs destinés à être cédés	6 610	500	6 109	x 13,2	5
TOTAL ACTIF	731 264	551 157	180 108	+33%	

En milliers d'euros	30/06/2016	31/12/2015	Var.	Var %	Note n°
Capitaux propres des intérêts controlants	177 202	153 404	23 797	+16%	14
Capital social	149 406	149 406	-		
Primes	61 325	61 325	-		
Réserves consolidées	(36 554)	(61 215)	24 661	-40%	
Résultat de l'exercice	3 024	3 888	(863)	-22%	
Intérêts non controlants	70 545	57 761	12 783	+22%	
Capitaux propres du Groupe	247 746	211 165	36 581	+17%	
Passifs non courants	305 270	265 108	40 162	+15%	
Emprunts et dettes financières	298 084	260 784	37 300	+14%	12
Provisions	1 308	1 335	(26)	-2%	11
Passifs d'impôts différés	412	102	310	+304%	
Autres passifs non courants	1 269	(1)	1 270	na	
Instruments dérivés passifs	4 198	2 889	1 310	45%	12
Passifs courants	178 248	74 883	103 365	+138%	
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	32 475	28 630	3 845	+13%	8
Emprunts et dettes financières	132 958	44 365	88 592	+200%	12
Passif d'impôts exigibles	1 985	702	1 282	+183%	8
Autres passifs courants	0	7	(7)	-98%	
Instruments dérivés passifs	2 118	-	2 118	na	12
Passifs destinés à être cédés	8 713	1 179	7 534	+639%	5
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIF	731 264	551 157	180 108	+33%	

10.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	3 692	3 182
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
Amortissements et provisions	6 900	4 220
Plus-values de cession	(0)	(55)
Elimination de la quote-part de résultat des mises en équivalence	(120)	(74)
Profits et pertes de réévaluation à la juste valeur	327	0
Charges et produits calculés liés aux paiements en actions	177	16
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES	10 976	7 290
Charge d'impôt	2 138	1 375
Coût de l'endettement financier net	11 849	3 203
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT DES SOCIETES INTEGREES AVANT COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER	24 963	11 869
Impôt versé	(1 876)	(1 709)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	(5 311)	5 127
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	17 775	15 287
Acquisition d'immobilisations	(81 288)	(110 811)
Cession d'immobilisations	292	665
Subventions d'investissement reçues	-	240
Prises de contrôle sur des filiales nettes de la trésorerie	0	(781)
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(80 996)	(110 686)
Augmentations de capital	(72)	15 134
Cession partielle sans perte de contrôle	-	-
Emissions et souscription d'emprunts auprès des établissements de crédit	100 461	100 334
Financement des intérêts non contrôlants	(1 004)	9 346
Financement par découverts bancaires	(2 164)	-
Remboursements d'emprunts auprès des établissements de crédit	(21 097)	(6 840)
Intérêts financiers nets versés	(7 098)	(3 385)
Achats d'actions propres	(17)	(14)
Dividendes versés aux intérêts non contrôlants	(28)	(41)
FLUX NET DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	68 980	114 534
Incidence des changements de principes comptables	(98)	-
Incidence des variations de cours des devises	8 294	(2 076)
VARIATION DE TRESORERIE	13 954	17 059
Trésorerie d'ouverture	43 454	58 690
Trésorerie de clôture	57 408	75 749

10.5 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

	Capital social	Primes	Réserves consolidées	Ecart de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres - part du groupe	Résultat des participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres IFRS
Total au 31/12/2014	139 107	56 267	(24 458)	(13 011)	4 495	162 400	48 352	210 752
Affectation du résultat			4 495		(4 495)	(0)		(0)
Résultat de la période					3 227	3 227	(45)	3 182
Variation des écarts de conversion				(6 325)		(6 325)	(3 383)	(9 709)
Variations de valeur des instruments de couverture			782			782	67	848
Total du résultat global			5 277	(6 325)	(1 268)	(2 317)	(3 361)	(5 678)
Variations de périmètre								
Distributions versées aux intérêts non contrôlants			0			0	(80)	(80)
Augmentation capital	10 174	4 965				15 139		15 139
Autres (dont stocks-options, actions auto-détenues...)			14			14	65	79
Total au 30/06/2015	149 281	61 232	(19 167)	(19 336)	3 227	175 236	44 976	220 212
Affectation du résultat			(0)			(0)		(0)
Résultat de la période					661	661	707	1 368
Variation des écarts de conversion				(22 817)		(22 817)	(13 181)	(35 997)
Variations de valeur des instruments de couverture			(375)			(375)	(1)	(375)
Total du résultat global			(375)	(22 817)	661	(22 530)	(12 475)	(35 005)
Variations de périmètre			667			667	1	668
Distributions versées aux intérêts non contrôlants							(180)	(180)
Augmentation capital	125	93				218	25 684	25 902
Autres (dont stocks-options, actions auto-détenues...)			(186)			(186)	(245)	(431)
Total au 31/12/2015	149 406	61 325	(19 061)	(42 153)	3 888	153 405	57 761	211 166
Affectation du résultat			3 888		(3 888)			
Résultat de la période					3 022	3 022	668	3 690
Variation des écarts de conversion				25 618		25 618	13 374	38 992
Variations de valeur des instruments de couverture			(2 996)			(2 996)	(31)	(3 027)
Total du résultat global			892	25 618	(866)	25 644	14 011	39 656
Variations de périmètre			(1 888)			(1 888)	(1 164)	(3 052)
Distributions versées aux intérêts non contrôlants							(28)	(28)
Augmentation capital								
Autres (dont stocks-options, actions auto-détenues...)			37			37	(36)	1
Total au 30/06/2016	149 406	61 325	(20 019)	(16 535)	3 022	177 199	70 545	247 743

NOTES ANNEXES

NOTE 1- CONSTITUTION ET DEVELOPPEMENT DU GROUPE

La société Voltalia a été constituée le 28 novembre 2005. Son siège social est situé en France, à Paris. Son développement, initié en 2003 en Guyane, s'est poursuivi au Brésil, en France, Grèce et récemment au Maroc.

Coté sur le marché libre d'Euronext Paris de mai 2005 à juin 2014, la société a été transférée sur le compartiment B d'Euronext en juillet 2014.

Les états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2016 ci-joints présentent les opérations de la société Voltalia et de ses filiales (l'ensemble désigné comme le « Groupe ») et la quote-part du Groupe dans les entreprises associées ou sous contrôle conjoint.

NOTE 2- ACTIVITE DU GROUPE

Les activités du Groupe Voltalia s'inscrivent dans le cadre du développement durable, respectueux de l'environnement et des générations futures.

Le Groupe Voltalia est producteur d'électricité à partir d'énergies renouvelables en France, en Guyane, au Brésil, en Grèce et au Maroc. Le Groupe conçoit, développe et exploite des centrales électriques avec une approche multi-énergies. Il utilise selon les zones géographiques la source la mieux adaptée : éolien, solaire, hydraulique ou biomasse.

Voltalia a, au cours de son histoire, établi des liens durables avec de nombreux partenaires. La

Caisse des Dépôts est actionnaire de Voltalia Guyane depuis 2008. COPEL et CHESF, des leaders brésiliens de la production d'électricité, et Encalco, une entreprise de génie civil qui fait référence au Brésil, sont actionnaires de grandes centrales de Voltalia au Brésil. D'autres partenaires, capitalistiques, bancaires, opérationnels ou publics, ont aussi contribué au développement de Voltalia depuis son origine.

Voltalia est aussi, depuis le 21 novembre 2014, partenaire du WWF.

NOTE 3- FAITS MARQUANTS ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

FAITS MARQUANTS DU PREMIER SEMESTRE 2016

GOUVERNANCE ET FINANCEMENTS

Signature d'un crédit syndiqué de 35 M€

Afin d'accompagner la mise en œuvre dans la durée de sa stratégie, la société a signé le 29 mars 2016 avec des établissements bancaires du groupe BPCE une convention de crédit renouvelable (revolving) d'un montant total de 35 millions d'euros et d'une durée de 5 ans.

SUCCES AUX APPELS D'OFFRES 2016

Appel d'offres solaire : 1 projet remporté pour 4 MW

Un projet solaire du Groupe d'une capacité de 4 MW a été sélectionné le 11 juin par le Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE) dans le cadre de l'appel d'offres solaire dédié aux zones non-interconnectées.

Le projet lauréat, baptisé Savane des Pères, a une capacité de 4 MW. Il se situe en Guyane, à la sortie de la commune de Sinnamary. Une attention particulière a été portée au choix du site : le projet permettra ainsi de revaloriser le terrain d'une ancienne décharge.

Le projet de Voltalia associera un outil de prévision de production à une unité de stockage par batteries de 2,4 MW afin d'affiner le niveau de prédictibilité et la stabilité de la production de la centrale solaire. Sa mise en service est prévue au plus tard en juin 2019.

AUTRES DEVELOPPEMENTS

Rachat des parts détenus par l'investisseur minoritaire d'un portefeuille de projets éolien contrôlé.

Voltalia a racheté auprès d'un partenaire de longue date sa part minoritaire (49,9%) d'un portefeuille de quatre projets de parcs éoliens. Les projets acquis, à des stades d'avancement divers, représentent une capacité potentielle totale de 76 MW. La première construction pourrait commencer dans les dix-huit prochains mois. Cette opération permet au Groupe de renforcer son exposition en France, pays qui affiche des objectifs ambitieux d'installation de nouvelles capacités de production d'électricité renouvelable.

Acquisition d'une société de développement de projets au Maroc

Voltalia a acquis Alterrya Maroc, une société de développement de projets renouvelables au Maroc.

Cette transaction permet à Voltalia d'acquérir un portefeuille de projets en prospection et en développement représentant une capacité potentielle totale de 185 MW en éolien et de 100 MW en solaire.

Les projets acquis sont à des stades d'avancement divers, et les premières constructions pourraient commencer dans les deux prochaines années.

FAIT MARQUANT POSTERIEUR A LA CLOTURE

Acquisition du groupe Martifer Solar

Voltalia a finalisé, en date du 18 août 2016, la prise de contrôle de l'entité Martifer Solar, tête de groupe du sous ensemble du même nom. Le regroupement d'entreprises étant postérieur à la période de reporting semestrielle, il reste sans incidence sur les états financiers semestriels couvrant la période au 30 juin 2016. Les données à suivre présentent donc un caractère exclusivement informatif.

Créé il y a 10 ans par le groupe portugais Martifer, le sous-ensemble Martifer Solar développe, construit et exploite des centrales solaires photovoltaïques pour le compte de clients tiers. Martifer Solar est un acteur majeur du marché photovoltaïque mondial.

L'acquisition porte sur la totalité des titres de la société tête de groupe. Elle concerne donc ainsi indirectement l'ensemble des entités filiales, des partenariats et des entreprises associées du périmètre de consolidation Martifer Solar. Par exception, les entités filiales basées aux Etats Unis n'ont pas été intégrées à la transaction et ont été cédées au Groupe Martifer par Martifer Solar avant la prise de contrôle.

Le coût des titres s'élève à 9 millions d'euros. Le financement est exclusivement assuré sur fonds propres. La convention d'achat d'actions ne contient pas de clause d'ajustement de prix. Les coûts liés à l'acquisition sont estimés à 2,1 millions d'euros dont 636 milliers d'euros sont déjà comptabilisés, dans le poste « autres charges et produits opérationnels » au 30 juin 2016.

Complémentairement à l'acquisition des titres, Voltalia a également été conduit à acquérir la créance jusqu'alors portée par l'ancien actionnaire. Au 18 août 2016, ce compte courant s'élève à 8 889 milliers d'euros. Il a fait l'objet

d'une transaction à sa valeur nominale. Les dettes commerciales de l'ancien actionnaire d'un montant de 4 336 milliers d'euros ont été payées à leur valeur nominale.

En termes de volumes d'activité, Martifer Solar a assuré depuis sa création le développement de 757 MW de projets cédés à des investisseurs. A fin 2015, le portefeuille de projets en cours de développement représentait 1 343 MW. Dans le même temps, Martifer Solar a construit pour ses clients un ensemble de parcs solaires représentatifs de 599 MW, à compléter de 85 MW actuellement en construction.

Enfin, l'exploitation-maintenance pour le compte de clients tiers est l'activité qui connaît la plus forte croissance au sein de Martifer Solar. Son parc sous gestion est actuellement de 585 MW.

En termes de volumétrie et synergie relatives au secteur d'activité, la production d'électricité renouvelable historiquement assumée par Voltalia est désormais enrichie par la prestation de services de développement, construction et exploitation-maintenance pour le compte de clients tiers. Martifer Solar ne possédant pas, en effet, les centrales détenues et donc financées par des clients tiers, l'activité apparaît peu consommatrice de capitaux. La capacité exploitée par le groupe après acquisition de Martifer Solar est multipliée par 2,4, passant de 418 MW à plus de 1 000 MW (1 GW), dont 376 MW de capacité installée et 627 MW exploités pour compte de clients tiers.

Au 30 juin 2016, les effectifs Voltalia s'élevaient à 157 personnes. Le nouvel ensemble ainsi constitué comprend désormais 423 collaborateurs.

En synthèse, ce rapprochement permet à Voltalia d'accélérer sa stratégie de développement basée sur la diversification de son empreinte internationale, de son mix énergétique et désormais de son modèle économique. On relève ainsi à ce titre que :

- Voltalia renforce son empreinte internationale grâce à des équipes réparties dans 17 pays (contre 4 auparavant) et actives dans 29 pays ;
- Le portefeuille de projets en développement en faveur de l'énergie solaire passe de 13% à 50%. L'énergie solaire est l'énergie renouvelable à croissance mondiale la plus élevée.
- En ajoutant la prestation de services de développement, construction et d'exploitation-maintenance à son activité historique de production d'électricité renouvelable, Voltalia renforce son expertise industrielle et se dote d'une nouvelle activité peu capitalistique.

Informations pro forma de Martifer Solar

Les informations pro forma sont basées sur les données au 30 juin 2016 de Martifer Solar (non auditées). Elles intègrent en outre différents ajustements concernant le premier semestre qui ont été comptabilisés dans les comptes au 31 juillet 2016 qui ont fait l'objet d'une revue limitée par les commissaires aux comptes de l'entité acquise.

L'activité aux Etats-Unis, exclue du périmètre acquis, a été retraitée dans les comptes proforma présentés ci-dessous. Sa cession finalisée juridiquement en juillet 2016 a été considérée comme étant intervenue au 1^{er} janvier 2015.

Compte de résultat pro forma consolidé de Martifer Solar 2015 et premier semestre 2016 En milliers d'euros

	30/06/2016	31/12/2015*
Normes IFRS - données pro forma		
Revenus	42 186	139 611
Chiffre d'affaires	41 320	127 475
EBITDA	(4 666)	1 872

*2015 : données non auditées.

La répartition entre les différentes activités de Martifer Solar au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

En million d'euros	Electricity sales	Development, construction and O&M procurement	Other	Total	
Sales	0,3	114,2	12,9	0,0	127,5
Revenues	0,3	123,4	12,9	3,1	139,6
EBITDA	0,2	(2,6)	2,9	1,3	1,9

Bilan pro forma consolidé Martifer Solar premier semestre 2016

En millions d'euros	30/06/2016
Normes IFRS - données pro forma	
Actifs immobilisés	32 922
Actifs courants hors trésorerie nette	51 545
Trésorerie disponible	928
Capitaux propres	(27 770)
Passifs courants et non courants	73 648
Dettes financières	39 518
Total bilan	85 395

NOTE 4- REGLES ET METHODES COMPTABLES

a. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés du Groupe Valtalia ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne et applicable au 30 juin 2016. Les normes appliquées sont disponibles sur le site :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.html

Les états financiers consolidés semestriels du Groupe Valtalia ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de Valtalia SA en date du 19 septembre 2016.

b. Bases de préparation

S'agissant de comptes intermédiaires, les états financiers semestriels du Groupe Valtalia ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ils ne comprennent pas toutes les informations nécessaires à un jeu complet d'états financiers selon les IFRS. Ils comprennent toutefois une sélection de notes expliquant les événements et opérations significatifs en vue d'appréhender les modifications intervenues dans la situation financière et la performance du Groupe depuis les derniers états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

A ce titre, ils doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés au 31 décembre 2015.

c. Nouvelles normes

Nouvelles normes, amendements de normes et interprétations de normes d'application obligatoire au sein de l'Union Européenne au 30 juin 2016

Au 30 juin 2016, le Groupe Voltalia a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2015 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2016 ; ces changements n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes :

- Amendements à IAS 19 ; ces amendements limités s'appliquent aux contributions des membres du personnel ou des tiers à des régimes à prestations définies. L'objectif des amendements est de simplifier la comptabilisation des contributions qui sont indépendantes du nombre d'années de service du membre du personnel, par exemple, les contributions des membres du personnel qui sont calculées en fonction d'un pourcentage fixe du salaire; au niveau européen, les amendements sont applicables au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2015 ;
- Les améliorations annuelles 2010-2012 ; au niveau européen, les amendements sont applicables au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1^{er} février 2015 :
 - o Les précisions apportées par ces améliorations sont relatives aux normes IFRS 2, IFRS 3, IFRS 8, IFRS 13, IAS 16 et IAS 24 ;
- Les améliorations annuelles 2012-2014 ; au niveau européen, les amendements sont applicables au plus tard aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016 :
 - o Les précisions apportées par ces améliorations sont relatives aux normes IFRS 5, IFRS 7, IAS 19 et IAS 34 ;
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 ; ces amendements (d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2016) clarifient les modes d'amortissement acceptables ;
- Amendements à IFRS 11 «Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune » ; l'amendement publié (d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2016) vient préciser la manière de comptabiliser les acquisitions d'intérêts dans une entreprise commune dont l'activité constitue une entreprise (« business ») au sens d'IFRS 3 – Regroupements d'entreprises ;
- Amendements à IAS 16 et à IAS 41; ces amendements modifient l'information financière pour les plantes productrices, telles que la vigne, les hévéas et les palmiers à huile.

Textes pouvant être anticipés par les sociétés européennes cotées sur l'exercice

Au 30 juin 2016, ces textes ne sont applicables que sur option, et à condition qu'il s'agisse d'interprétations de textes en vigueur et déjà approuvées par l'Europe et qu'ils n'entraînent pas de contradiction avec ceux-ci.

- Nouvelles Normes et interprétations d'application déjà adoptées par l'Europe et applicables par anticipation au 30 juin 2016

Aucune norme ou interprétation permettant une application anticipée n'a été adoptée par l'Europe au 30 juin 2016.

- Nouvelles Normes et interprétations d'application non encore adoptées par l'Europe mais applicables par anticipation au 30 juin 2016
 - o Amendements à IFRS 10, IFRS 12 et IAS 28 : Exemption de consolidation applicable aux entités d'investissement; ces amendements (d'application obligatoire au 1er janvier 2016 en cas d'adoption par l'UE) visent à clarifier les règles d'exemption de consolidation applicables aux entités d'investissement et précisent que si une entité qui n'est pas elle-même une entité d'investissement détient une participation dans une entreprise associée ou une coentreprise qui est une entité d'investissement, l'entité peut retenir, lorsqu'elle fait application de la méthode de la mise en équivalence, la juste valeur déterminée par l'entreprise associée ou la coentreprise pour ses participations dans ses filiales
 - o Amendements à IFRS 10 et IAS 28 ; ces amendements (d'application obligatoire au 1er janvier 2016 en cas d'adoption par l'UE, date reportée par décision du 17 décembre 2015) viennent préciser les modalités de vente ou d'apport d'actifs entre un investisseur et une entité associée ou une co-entreprise. Le 10 août 2015, l'IASB a publié un exposé sondage proposant le report, à une date indéterminée, de la date d'entrée en vigueur de ces modifications, jusqu'à ce qu'il ait mis au point la version définitive des modifications, s'il en est, découlant de son projet de recherche sur la méthode de la mise en équivalence.

Textes et interprétations publiés par l'IASB mais ne pouvant pas être anticipés par les sociétés européenne cotées sur l'exercice

Au 30 juin 2016, les textes suivants ne sont pas applicables par anticipation car ils entraînent des contradictions avec les textes actuels :

- IFRS 9 « Instruments financiers » (d'application obligatoire au 1er janvier 2018 en cas d'adoption par l'UE). La norme traite de la classification, de l'évaluation et de la décomptabilisation d'actifs et passifs financiers;
- IFRS 14 « Comptes de report réglementaires » (d'application obligatoire au 1er janvier 2018 en cas d'adoption par l'UE);
- IFRS 15 « Produits provenant des contrats avec les clients » et amendement à IFRS 15 (d'application obligatoire au 1er janvier 2018 en cas d'adoption par l'UE);
- IFRS 15 « amendements à IFRS 15 » ;
- IFRS 15 Clarifications d'IFRS 15 » ;
 - o Le groupe étudie actuellement les impacts potentiels liés à l'application de la norme IFRS 15 ;
- IFRS 16 « Contrats de location ».

NOTE 5- PERIMETRE DE CONSOLIDATION

a. Sociétés consolidées

Au 30 juin 2016, les sociétés consolidées sont les suivantes :

Entités	Activité principale	Pourcentage d'intérêts au 30/06/2016	Pourcentage d'intérêts au 31/12/2015	Méthode d'intégration
Société Mère				
Voltalia SA	Holding / Ingénierie		Entité consolidante	
Filiales				
France				
3VD	Eolien	100,00%	100,00%	IG
3LE	Eolien	40,00%	40,00%	MEE
Biobar	Biomasse	100,00%	100,00%	IG
Anelia	Holding / Ingénierie	100,00%	50,10%	IG
Parc Eolien Argenteuil	Eolien	100,00%	50,10%	IG
Parc Eolien Coulmier	Eolien	100,00%	50,10%	IG
Parc Eolien Laignes	Eolien	100,00%	50,10%	IG
Parc Eolien Sarry	Eolien	100,00%	50,10%	IG
Adriers Energies	Eolien	100,00%	100,00%	IG
La Faye Energies	Eolien	62,71%	62,71%	IG
Echauffour Energies	Eolien	100,00%	100,00%	IG
Meje Energies	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Montmayon	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Parc éolien de Molinons	Eolien	100,00%	100,00%	IG
Parc solaire de Montclar	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Parc solaire du Castellet	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Parc solaire de Piboulon	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Parc Solaire Puy Madame I	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Parc Solaire Puy Madame II	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Parc Solaire Puy Madame III	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Parc Solaire Puy Madame IV	Solaire	100,00%	100,00%	IG
PEP Energie France	Eolien	100,00%		IG
GEP Energie France	Eolien	100,00%		IG
ECM Energie France	Eolien	100,00%		IG
SVNC Energie France	Eolien	100,00%		IG
Parc solaire Carrière des plaines	Solaire	100,00%	100,00%	IG
4 Termes 1	Solaire	40,00%	40,00%	MEE
4 Termes 2	Solaire	40,00%	40,00%	MEE
Fangas 1	Solaire	40,00%	40,00%	MEE
Fangas 2	Solaire	40,00%	40,00%	MEE
Parc solaire de Tresques	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Parc solaire de Grignan	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Parc Solaire du Canadel	Solaire	100,00%		IG
Parc solaire du Castellet 2	Solaire	100,00%	100,00%	IG

Entités	Activité principale	Pourcentage d'intérêts au 30/06/2016	Pourcentage d'intérêts au 31/12/2015	Méthode d'intégration
Dom Tom				
Voltalia Caraïbes	Holding / Ingénierie	100,00%	100,00%	IG
Brésil				
Voltalia Do Brazil	Holding / Ingénierie	100,00%	100,00%	IG
Paracatu Energia	Hydraulique	51,00%	51,00%	IG
Sapeel	Hydraulique	95,00%	95,00%	IG
Junco 1	Eolien	25,60% *	25,60%	IG
Junco 2	Eolien	25,60% *	25,60%	IG
Caiçara 1	Eolien	25,60% *	25,60%	IG
Caiçara 2	Eolien	25,60% *	25,60%	IG
Terral	Eolien	100,00%	100,00%	IG
Carcara 1	Eolien	100,00%	100,00%	IG
Carcara 2	Eolien	100,00%	100,00%	IG
Usina de Energia Eolica Reduto S.A	Eolien	51,00%	51,00%	IG
Usina de Energia Eolica Santo Cristo S.A	Eolien	51,00%	51,00%	IG
Usina de Energia Eolica Carnauba S.A	Eolien	51,00%	51,00%	IG
Usina de Energia Eolica Sao João S.A	Eolien	51,00%	51,00%	IG
Envolver	Holding / Ingénierie	50,20%	50,20%	IG
Areia Branca I	Holding / Ingénierie	100,00%	100,00%	IG
Areia Branca II	Holding / Ingénierie	100,00%	100,00%	IG
Tourinho I	Eolien	100,00%	100,00%	IG
Tourinho II	Eolien	100,00%	100,00%	IG
Vila Para I	Eolien	100,00%	100,00%	IG
Vila Para II	Eolien	100,00%	100,00%	IG
Vila Para III	Eolien	100,00%	100,00%	IG
Vila Amazonas V	Eolien	100,00%	100,00%	IG
Voltalia Sao Miguel Do Gostoso Participacoes S.A	Holding / Ingénierie	51,00%	51,00%	IG
Oiapoque Energia	Hybride	100,00%	100,00%	IG
Voltalia SMG I	Holding / Ingénierie	51,00%	51,00%	IG
Vamcruz Participacoes SA	Holding / Ingénierie	25,60% *	25,60%	IG
Vamcruz 1 Participacoes SA	Holding / Ingénierie	25,60% *	25,60%	IG
Serra Pará Participações S.A	Holding / Ingénierie	100,00%	100,00%	IG
Serra Pará I Participações S.A	Holding / Ingénierie	100,00%	100,00%	IG
Usina de Energia Eólica Vila Acre I S.A	Eolien	100,00%		IG
Voltalia Energia do Brasil Consultoria e Participaç	Holding / Ingénierie	100,00%		IG
Alameda Acre Participações S.A	Holding / Ingénierie	100,00%		IG

* Ces sociétés sont contrôlées par le Groupe.

Entités	Activité principale	Pourcentage d'intérêts au 30/06/2016	Pourcentage d'intérêts au 31/12/2015	Méthode d'intégration
Grèce				
Voltalia Greece	Holding / Ingénierie	100,00%	100,00%	IG
Energiaki Aguelokastrou	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Energiaki Sesklou Magnisias	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Energiaki Sesklou 1 Ltd	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Greek Wind Power	Eolien	45,00%	45,00%	MEE
Cluster Holding SA	Eolien	80,00%	80,00%	IG
Rougero Holding SA	Eolien	51,00%	51,00%	IG
Gerovolt Ltd	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Energen SA	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Forgero Holding SA	Eolien	65,00%	65,00%	IG
Energiaki Agionoriou	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Sarafadis SNC	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Kalaizidis St - Ofidis AR	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Fotovoltaiki Systimata Katerin	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Fotovoltaiki Parka Pieras	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Fotovoltaiki Katerinis SNC	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Lakka Kokkini Aioliiki SARL	Eolien	100,00%	100,00%	IG
GSolar Energiaki	Solaire	64,00%	64,00%	IG
Xenakis Yorgos SCS	Solaire	98,00%	98,00%	IG

Entités	Activité principale	Pourcentage d'intérêts au 30/06/2016	Pourcentage d'intérêts au 31/12/2015	Méthode d'intégration
Guyane				
Voltalia Guyane	Holding	80,00%	80,00%	IG
SIG Mana	Hydraulique	80,00%	80,00%	IG
SIG Cacao	Hydraulique	100,00%	100,00%	IG
SIG Kourou - gérant = Gerinves	Biomasse et solaire	80,07%	80,07%	IG
Voltalia Kourou	Biomasse et solaire	80,07%	80,07%	IG
Centrale hydroélectrique de Saut Maman Valentin	Hydraulique	80,00%	80,00%	IG
Voltalia Organabo Investissement	Solaire	80,00%	80,00%	IG
Belle Etoile energie Guyane	Solaire	80,00%	80,00%	IG
Tamanoir energie Guyane	Hydraulique	80,00%	80,00%	IG
Voltalia Saut Mapaou Exploitation	Hydraulique	80,00%	80,00%	IG
VLT saut Mapaou Investissement	Hydraulique	80,00%	80,00%	IG
Hydro Régina 2 investissement	Solaire	80,00%	80,00%	IG
Bon Espoir energie Guyane	Biomasse	80,00%	80,00%	IG
Voltalia Biomasse Amazone Investissement	Biomasse	80,00%	80,00%	IG
Volta Guyane	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Montsinery SNC (porteuse immo Volta G)	Solaire	100,00%	100,00%	IG
Saut Dalles Energie Guyane	Hydraulique	80,00%	80,00%	IG
Maripasoula Energie Guyane	Hydraulique	80,00%	80,00%	IG
Roura Bois Energie	Biomasse	100,00%		IG
Cr'Eole	Eolien	100,00%		IG

Entités	Activité principale	Pourcentage d'intérêts au 30/06/2016	Pourcentage d'intérêts au 31/12/2015	Méthode d'intégration
---------	---------------------	--------------------------------------	--------------------------------------	-----------------------

Maroc				
Voltalia Maroc	Holding	99,97%	99,97%	IG

b) Sociétés non consolidées

Au 30 juin 2016, les entités suivantes sont détenues par le Groupe mais non consolidées :

- France :
 - o Voltalia Energie
- Maroc :
 - o Alterrya Maroc
 - o VMA Sahara
 - o Alterrya Wind

c) Evolution du périmètre

Les variations de périmètre, et/ou les opérations de restructuration intervenues au cours du premier semestre 2016 sont les suivantes :

Au Brésil :

- Constitution de deux holdings :
 - o Voltalia Energia do Brasil Consultoria e Participações S.A
 - o Alameda Acre Participações S.A

Le Groupe a procédé à la création de ces deux sociétés. Elles sont contrôlées à 100% et intégrées globalement.

La société Voltalia Energia do Brasil Consultoria e Participacoes S.A a été constituée afin de porter, à terme, une nouvelle activité d'O&M au Brésil.

La société Alameda Acre Participações S.A a été constituée afin de détenir par la suite les titres de participation de la société Usina de Energia Eolica Vila Acre I S.A.

- Constitution d'une société en vue de la construction d'un parc éolien à la suite du succès à l'appel d'offre brésilien de novembre 2015.

La société projet Usina de Energia Eólica Vila Acre I S.A a été ainsi constituée. Elle

est contrôlée à 100% et consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

En France métropolitaine :

- Constitution de la société Parc solaire du Canadel à la suite du succès à l'appel d'offre solaire français de novembre 2015.
- Première consolidation des sociétés composant le portefeuille de projets éoliens acquis au cours du deuxième semestre 2015.

Les sociétés suivantes ont donc été consolidées :

- o PEP Energie France
- o GEP Energie France
- o ECM Energie France
- o SVNC Energie France.

Elles sont détenues à 100% par Voltalia et consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

En Guyane :

- Acquisition de la société Cr'Eole :

La société Cr'Eole a été acquise fin 2015. Elle est détenue à 100% par Voltalia et consolidée selon la méthode de l'intégration globale.
- Constitution de Roura Bois Energie
Le Groupe a procédé à la création de la société Roura Bois Energie, détenue à 100% par Voltalia et consolidée selon la méthode de l'intégration globale.

La société Roura Bois Energie est la société d'approvisionnement en biomasse dédiée exclusivement à l'alimentation d'une centrale biomasse du Groupe actuellement en phase avancée de développement.

d) Entreprises associées et partenariats

Les titres mis en équivalence enregistrés ont trait aux entités suivantes :

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
3LE	506	379
Fangas 1	(21)	(20)
Fangas 2	(21)	(20)
4 Termes 1	(21)	(21)
4 Termes 2	(21)	(20)
Greek Wind Power	(23)	(19)
Total	398	278

e) Actifs et passifs destinés à être cédés

Conformément à la norme IFRS 5, lorsque le Groupe a décidé de céder un actif ou un groupe d'actifs, il le classe en tant qu'actif détenu en vue de la vente si :

- l'actif ou le groupe d'actifs est disponible en vue de sa vente immédiate dans son état actuel, sous réserve uniquement des conditions qui sont habituelles et coutumières pour la vente de tels actifs ;
- et sa vente est probable dans un délai de 1 an.

Par ailleurs, une activité est classée en « activité abandonnée » dès lors que :

- tous les critères de classement en actifs non courants détenus en vue de la vente ou de l'abandon sont remplis, et si
- l'un ou l'autre des critères supplémentaires décrits ci-dessous sont également remplis :
 - l'activité représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte,

- l'activité fait partie intégrante d'un plan unique de cession d'une ligne d'activité ou des activités conduites dans une région géographique,
- l'activité est une filiale acquise en vue d'être revendue ou abandonnée.

Voltalia est entré en discussion en vue de céder deux groupes d'actifs, l'un dans le solaire, l'autre dans la biomasse.

Les actifs biomasse étaient déjà destinés à être cédés au 31 décembre 2015. Suite à un changement d'acquéreur, les discussions ont été ré-initiées en vue de se conclure au cours du deuxième semestre 2016.

Les actifs solaire ont fait l'objet d'une lettre d'intention datée du 20 juin 2016 et devraient être cédés au second semestre 2016.

Ces deux groupes d'actifs figurent donc en activité destinées à être cédées au sens de la norme IFRS 5 au 30 juin 2016.

Le groupe d'actifs biomasse destiné à être cédés d'un montant de 297 milliers d'euros intègre principalement les actifs courants (créances clients et créances fiscales) d'une filiale de Voltalia. L'actif immobilisé net des amortissements de cette filiale fait l'objet d'une dépréciation exceptionnelle ramenant la valeur de l'actif à 0.

Le groupe d'actifs solaire d'un montant de 6.312 milliers d'euros est composé principalement d'immobilisations et le passif correspondant est constitué essentiellement d'une dette longue terme.

f) Conversion des devises étrangères

Transactions libellées en devises

Les transactions en devises étrangères sont converties en euros en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction. Pour des raisons pratiques, un cours moyen annuel est généralement utilisé. Les éléments monétaires et, le cas échéant, les éléments non monétaires, évalués à la juste valeur en monnaie étrangère sont convertis en utilisant le cours de clôture.

Selon le principe général, les écarts de change portant sur ces éléments sont enregistrés en résultat sur la période.

Les taux de devises utilisés au sein du Groupe sont les suivants :

		Taux clôture 30 06 2016	Taux moyen 2016	Taux moyen 2015	Taux ouverture 01 01 2016
MAD	Dirham marocain	0,0916	0,0912	0,0918	0,0918
BRL	Real brésilien	0,2784	0,2424	0,2741	0,2313

L'ensemble des écarts de change résultant de la conversion de ces états financiers sont constatés parmi les autres éléments du résultat global.

Etats financiers libellés en devises

La monnaie fonctionnelle des filiales étrangères du Groupe Voltalia correspond toujours à la monnaie locale de ces mêmes entités. Sur cette base, les actifs et les passifs des sociétés intégrées au périmètre et exprimés en devises étrangères sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture.

Les produits et les charges de ces sociétés sont convertis en euros en utilisant un cours moyen sur la période.

Investissements nets dans une activité à l'étranger

Les écarts de change portant sur les actifs et les passifs intragroupe sont également enregistrés en résultat. Par exception, ces écarts de change sont temporairement comptabilisés parmi les autres éléments du résultat global lorsque l'actif ou le passif monétaire concerné fait partie intégrante de l'investissement net dans une entreprise étrangère. Tel est effectivement le cas des prêts et créances concernant les activités au Brésil et dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible.

NOTE 6- SECTEURS OPERATIONNELS

Information sectorielle

L'information par secteur d'activité est présentée en conformité avec le système de reporting interne du Groupe utilisé par la Direction Générale pour mesurer la performance financière et allouer les ressources. Les risques et rentabilités sont en outre spécifiques à chacun des secteurs d'activité. Les zones géographiques sont définies en fonction de leur environnement économique spécifique et sont sujettes à des risques et rentabilités différents.

L'information sectorielle est présentée sur la base de l'organisation interne du Groupe qui reflète les différents niveaux de risques et de rentabilités dans lesquels le Groupe évolue.

La segmentation des informations par secteur d'activité est privilégiée, les risques et rentabilités dépendant majoritairement des différentes natures des activités du Groupe plutôt que de leur implantation géographique.

La segmentation ainsi retenue par la direction du Groupe est la suivante :

- **Production d'électricité (par source d'énergie) :**
 - Eolien : cette activité regroupe notre parc d'éoliennes qui fournit une production d'électricité selon des contrats d'une durée d'au moins 15 ans à partir de leur mise en service.
- Solaire : cette activité regroupe des parcs solaires au sol ou des toitures solaires qui fournissent de l'électricité selon des contrats d'une durée de 20 ans à partir de leur mise en service.
- Hydroélectrique : cette activité regroupe des centrales hydroélectriques au fil de l'eau, qui fournissent une production d'électricité à des sociétés nationales de distribution selon des contrats d'une durée de 20 ans minimum à partir de leur mise en service.
- Biomasse : cette activité regroupe les centrales thermiques alimentées par de la biomasse, qui fournissent une production soit électrique soit en cogénération d'énergie électrique et de chaleur à des sociétés nationales ou privées selon des contrats de 20 à 25 ans à partir de leur mise en service.
- Hybride : cette activité regroupe les centrales qui fournissent de l'électricité à partir d'un mix hydro/thermique. Les centrales hydrauliques produisant en priorité et les centrales thermiques assurant le complément de la demande d'électricité pendant les périodes de pointe, la saison sèche et les périodes de maintenance.
- **Corporate :**

- Produits résultant de l'activité de prestations : les sociétés du Groupe développent des projets et réalisent des tâches en vue d'obtenir les autorisations de construction et de production. Ces prestations peuvent être gérées par les services du Groupe ou déléguées et supervisées par des prestataires partenaires. Cette activité permet de générer des revenus opérationnels lorsque les projets sont cédés. Par

ailleurs, le Groupe peut effectuer des prestations d'exploitation-maintenance de centrales électriques renouvelables détenues par des tiers.

- Ingénierie et non affecté : le secteur Corporate regroupe les activités fonctionnelles et financières du Groupe et les sociétés nouvellement créées qui n'ont procédé à aucun investissement significatif.

SEMESTRE 2016

En fonction de l'activité :

ELEMENTS DE COMPTE DE RESULTAT 30/06/2016	Corporate	Eolien	Biomasse	Hydraulique	Solaire	Hybride	Total
Revenu	470	29 981	1 352	1 523	3 547	7 856	44 729
Résultat opérationnel courant	(2 532)	16 251	(293)	732	1 352	1 657	17 168
EBITDA	(2 351)	21 466	(11)	1 135	2 107	1 685	24 031
% Marge d'EBITDA	N/A	72%	-1%	75%	59%	21%	54%
RESULTAT OPERATIONNEL	(2 548)	16 181	(296)	749	1 352	1 657	17 094
% Marge opérationnelle	N/A	54%	-22%	49%	38%	21%	38%
RESULTAT FINANCIER	(242)	(10 339)	(134)	(259)	(676)	265	(11 384)
RESULTAT AVANT IMPÔTS	(2 789)	5 843	(430)	490	675	1 922	5 711
Impôts sur les bénéfices	(320)	(1 504)	(0)	0	21	(336)	(2 138)
RESULTAT APRES IMPÔTS	(3 109)	4 339	(430)	490	697	1 586	3 572
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	126	-	-	(7)	-	120
RESULTAT NET TOTAL	(3 109)	4 466	(430)	490	690	1 586	3 692

SEMESTRE 2015

En fonction de l'activité :

ELEMENTS DE COMPTE DE RESULTAT 30/06/2015	Corporate	Eolien	Biomasse	Hydraulique	Solaire	Total
Revenu	1 033	18 097	1 457	884	3 042	24 512
Résultat opérationnel courant	(2 573)	8 609	474	(163)	1 462	7 808
EBITDA	(2 838)	12 112	54	193	1 546	11 068
% Marge d'EBITDA	N/A	67%	4%	22%	51%	45%
RESULTAT OPERATIONNEL	(2 486)	8 578	474	(163)	1 120	7 523
% Marge opérationnelle	N/A	47%	33%	-18%	37%	31%
RESULTAT FINANCIER	701	(2 761)	(154)	(288)	(537)	(3 039)
RESULTAT AVANT IMPÔTS	(1 785)	5 817	320	(451)	582	4 484
Impôts sur les bénéfices	(0)	(1 323)	(0)	(0)	(53)	(1 375)
RESULTAT APRES IMPÔTS	(1 785)	4 495	320	(451)	530	3 108
Résultat des sociétés mises en équivalence	-	79	-	-	(5)	74
RESULTAT NET TOTAL	(1 785) *	4 574	320	(451)	525	3 182

* Une erreur non matérielle a été corrigée au 30 juin 2016.

NOTE 7- DONNEES OPERATIONNELLES DE RENTABILITE

a. Revenu

Reconnaissance des produits

Le revenu comprend le chiffre d'affaires (ou produits des activités ordinaires) du Groupe et les autres produits liés à l'activité.

Le chiffre d'affaires du Groupe comprend :

- principalement la fourniture d'électricité (et de chaleur) provenant des Unités de Production du Groupe et
- de façon minoritaire, la fourniture de prestations de services d'exploitation-maintenance de centrales et les cessions de projets de centrales d'électricité renouvelable avant la mise en œuvre de leur construction.

Les produits des activités ordinaires (ou chiffre d'affaires) correspondent à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir au titre des biens et des services vendus dans le cadre habituel des activités du Groupe. Les produits des activités ordinaires figurent nets de rabais et de remises, et déduction faite des ventes intragroupes. Aucun produit n'est comptabilisé lorsqu'il y a une incertitude significative quant à la recouvrabilité de la contrepartie due.

Les autres produits liés à l'activité comprennent notamment indemnités de retard reçues sur la construction de centrales dès lors qu'elles compensent une perte de vente d'énergie.

Eléments du revenu 2016

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe se décompose de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015	Var.	Var %
Vente d'énergie	41 536	23 912	17 624	+74%
Produits des activités de développement et prestations de services	445	568	(123)	-22%
Total Chiffre d'Affaires	41 981	24 480	17 501	+71%
Autres produits liés à l'activité	2 748	33	2 716	n/a
Total Revenu	44 729	24 512	20 217	+82%

Au 30 juin 2016, le chiffre d'affaires des ventes d'énergie, cœur d'activité de Valtalia bénéficiant d'une visibilité à très long terme, atteint 41.536 milliers d'euros, en hausse de 74% par rapport au 30 juin 2015.

La croissance exceptionnelle de +17.624 milliers d'euros des ventes d'énergie de l'année repose essentiellement sur les nouveaux revenus générés au Brésil (17.124 milliers d'euros) sur les parcs éoliens de Sao Miguel do Gostoso (SMG) raccordés à compter de fin juin 2015 et sur les parcs éoliens de Vamcruz raccordés à compter de fin 2015. SMG ne pouvant pas injecter l'électricité sur le réseau, le Groupe perçoit un

revenu correspondant à la production contractuelle. Pour le premier semestre 2016, ce revenu est de 8 843 milliers d'euros.

Le chiffre d'affaires provenant des activités de prestations de services et de la vente de projets développés, se monte à 445 milliers d'euros contre 568 milliers d'euros au 30 juin 2015. Cette baisse est liée à l'absence de vente de projets développés au cours du premier semestre 2016.

Les autres produits liés à l'activité comprennent principalement des indemnités reçues au titre de pertes d'exploitation.

Le tableau ci-dessous détaille les principaux clients contribuant au chiffre d'affaires :

(En milliers d'euros)	30/06/2016	%	30/06/2015	%
Marché libre (Brésil)	11 298	27%	7 575	31%
CCEE (Brésil)	11 039	26%	710	3%
EDF	10 199	24%	9 039	37%
CEA (Brésil)	7 856	19%	-	0%
LAGIE (Grèce)	1 144	3%	1 135	5%
Autres	445	1%	672	3%
Client privé (Brésil)	-	0%	5 349	22%
TOTAL	41 981	100%	24 480	100%

b. Charges d'exploitation

La hausse des charges d'exploitation courantes s'explique par la montée en charge des centrales mises en exploitation qui, au premier semestre 2015, étaient toujours en construction.

c. Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Les dotations aux amortissements d'un montant de 7.419 milliers d'euros (contre 5.052 milliers d'euros au 30 juin 2015) reflètent l'amortissement des centrales en exploitation. Leur augmentation est en ligne avec les nouveaux parcs raccordés fin décembre 2015 (93 MW de VamCruz).

Ces dotations intègrent en outre des amortissements calculés selon le mode des unités de production d'un montant nul pour le parc de Sao Miguel de Gostoso. Ce parc, pourtant opérationnel depuis le 30 juin 2015, ne produit pas d'énergie en raison du retard de construction de la ligne de transmission (construction sous la responsabilité du gouvernement). Pendant cette période préalable au raccordement électrique, les turbines des éoliennes concernées sont mises en position de préservation. Elles ne sont donc pas ou très peu soumises aux conditions de vents. De même, l'ensemble des pièces en rotation et pièces d'usure est maintenu à l'arrêt, jusqu'au démarrage de la production électrique à venir, date effective de début de son amortissement selon un mode linéaire sur 25 ans qui conduira à une charge d'amortissement d'environ 4,5 millions d'euros par an (à taux de change constant).

Au 30 juin 2016, la reprise nette des dépréciations et provisions s'établit à 482 milliers d'euros.

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Reprises sur dépréciations	521	1 509
Dotations aux dépréciations	(39)	(181)
Total	482	1 327

Elle intègre principalement une reprise de provisions pour couvrir les risques de faisabilité des projets en développement pour 521 milliers d'euros.

d. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Autres produits opérationnels	711	(1)
Autres charges opérationnels	(784)	(363)
Total de Autres Produits et Charges Opérationnels	(73)	(364)

Les autres produits et charges opérationnels s'élèvent à (73) milliers d'euros et intègrent principalement :

- Une indemnité à recevoir suite à un contentieux avec un fournisseur pour un montant de 550 milliers d'euros (encaissée au mois d'Août);
- Les coûts encourus dans le cadre des travaux liés à l'acquisition de Martifer Solar.

NOTE 8- DONNÉES OPÉRATIONNELLES DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

a) Clients et autres débiteurs

Les créances clients sont initialement comptabilisées à leur valeur nominale, puis ultérieurement évaluées à leur coût amorti. Une dépréciation des créances clients est constatée lorsqu'il existe un indicateur objectif de l'incapacité du Groupe à recouvrer l'intégralité des montants dus dans les conditions initialement prévues lors de la transaction. Des difficultés financières importantes rencontrées par le débiteur, la probabilité d'une faillite ou d'une restructuration financière du débiteur et une défaillance ou un défaut de paiement, constituent des indicateurs de dépréciation d'une créance. Le montant de la dépréciation représente la différence entre la valeur comptable de l'actif et la valeur des flux de trésorerie futurs estimés.

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Clients & comptes rattachés	18 653	11 834
Créances sur personnel & org. sociaux	104	91
Créances fiscales - hors IS	1 551	1 796
Comptes courants	97	76
Autres créances	3 088	2 563
Total Créances Clients et autres débiteurs	23 493	16 361

Les créances clients et autres débiteurs, enregistrés à hauteur de 23.493 milliers d'euros tiennent compte des principaux éléments suivants :

- Créances clients et comptes rattachés liés à la production d'énergie de juin 2016 et aux avances versées aux fournisseurs ;
- Autres créances incluant les droits acquis auprès de Maia Eolis lors du rachat d'un portefeuille de 378 MW éolien
- Créances fiscales pour 1.551 milliers d'euros principalement constituées de créances de TVA.

Le montant des créances clients inclut des dépréciations à hauteur de 1.785 milliers d'euros au 30 juin 2016.

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Créances clients brutes	20 438	13 619
Autres créances	4 840	4 527
Dépréciations	-1 785	-1 785
Créances nettes	23 493	16 361

L'état des créances par antériorité se présente comme suit :

Année	Valeur brute	Dont échues	Dont échues et dépréciées	Antériorité des créances échues		
				Moins d'un mois	Entre 1 et 6 mois	Plus de 6 mois
2016	20 438	7 442	934	1 239	4 389	1 815
2015	13 619	1 796	502 *	198	367	1 231

* une créance dépréciée en Grèce d'un montant de 432 milliers d'euros, d'une antériorité de plus de 6 mois n'était pas reportée en 2015.

b) Autres actifs courants

Les créances diverses se décomposent comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Charges constatées d'avance	933	706
Créances rattachées à des part. - part < 1 an	(0)	(0)
Prêts, cautionn. & aut. créances - part < 1 an	1 235	1 246
Intérêts courus sur créances et prêts	30	27
Total Autres Actifs Courants	2 198	1 979

c) Fournisseurs et autres créditeurs

L'ensemble de ces dettes est enregistré initialement à la valeur nominale puis au coût amorti.

Au 30 juin 2016, les principales composantes de la dette fournisseur et autres créditeurs s'analysent comme suit :

- Dettes fournisseurs à hauteur de 16.552 milliers d'euros,
- Dettes fiscales et sociales pour 5.748 milliers d'euros ;
- Avances reçues des actionnaires minoritaires de 9.072 milliers d'euros.

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015
Fournisseurs et autres créditeurs	32 475	28 630
Dettes d'impôt	1 985	702
Autres passifs courants	0	7
Total Passifs courants	34 460	29 339

NOTE 9- CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

Effectif réel au 30/06/2016	BRESIL	France	GRECE	GUYANE	MAROC	Total général	Total 30/06/2015
Cadre	31	32	3	6	1	73	61
Cadre dirigeant	1	7	1		1	10	11
Employé	39	14	9	7	5	74	49
Total général	71	53	13	13	7	157	121
Total 30/06/2015	50	47	8	12	4	121	

Effectif moyen au 30/06/2016	BRESIL	France	GRECE	GUYANE	MAROC	Total général	Total 30/06/2015
Cadre	30,2	29,1	3	6	1	69,2	54,2
Cadre dirigeant	1,8	7	1		1	10,8	10,8
Employé	34,7	14	8,1	7,2	5	69,1	46,1
Total général	66,7	50,1	12,1	13,2	7	149,1	111,1
Total 30/06/2015	48,9	40,9	8	11,2	2,1	111,1	

a. Effectifs

L'effectif total moyen au 30 juin 2016 est de 149 personnes réparties majoritairement sur 6 implantations (Paris, Aix en Provence, Athènes, Cayenne, Rabat et Rio de Janeiro).

L'effectif réel au 30 juin 2016 s'établit à 157 personnes contre 121 au 30 juin 2015, avec une augmentation des effectifs cadres et non cadres en lien avec la mise en œuvre des constructions de nouvelles centrales puis leur mise en service.

b. Avantages du personnel

Ces avantages sont offerts à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies. Dans le cadre des régimes à cotisations définies, le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est constatée directement en résultat sur l'exercice.

Les obligations à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et comptabilisées lorsque le service correspondant est rendu.

Depuis 2014, le Groupe procède à l'évaluation des avantages postérieurs à l'emploi pour l'ensemble de son personnel. La provision pour indemnité de départ à la retraite s'établit à 46 milliers d'euros au 30 juin 2016.

Avantages à court terme

Les charges de personnel allouées au développement et à la construction des projets sont enregistrées à l'actif. Les autres charges de personnel figurent en charge au compte de résultat et s'analysent comme suit :

(En milliers d'euros)	30/06/2016	30/06/2015
Rémunérations du personnel	(2 202)	(1 553)
Charges de sécurité sociale et de prévoyance	(692)	(678)
Autres charges de personnel	(39)	164
Dot./Prov. engagements de retraite	-	-
Total des Charges de Personnel	(2 932)	(2 067)

Avantages postérieurs à l'emploi

Les régimes à prestations définies font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Ces calculs actuariels intègrent des hypothèses démographiques et financières définies aux bornes de chacune des entités concernées et en considérant leur contexte macro-économique local. Tous les écarts actuariels sont comptabilisés en autres éléments du résultat global.

Indemnités de fin de contrat de travail

Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail sont susceptibles de faire l'objet d'une évaluation et sont provisionnées à hauteur de l'engagement qui en résulte. Si ces indemnités sont dues plus de 12 mois après la date de la clôture, elles sont actualisées.

NOTE 10- IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

a. Goodwill

Les regroupements d'entreprise sont comptabilisés selon IFRS 3R. Selon cette méthode, les actifs acquis, les passifs et les passifs éventuels sont évalués à leur juste valeur conformément aux prescriptions de ladite norme.

Les écarts d'évaluation dégagés lors du regroupement sont affectés aux actifs et aux passifs concernés, y compris pour la quote-part revenant aux participations ne donnant pas le contrôle.

Les goodwill correspondent à la différence entre le prix d'achat payé lors du regroupement d'entreprise et le montant des actifs et passifs identifiables acquis nets des passifs et passifs éventuels pris en charge.

La différence positive entre le coût d'acquisition et la quote-part de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis est enregistrée comme Goodwill à l'actif du bilan. Si cette différence est négative, elle est enregistrée directement en résultat à la date d'acquisition

Les goodwill ne sont pas amortis et font l'objet de tests de perte de valeur à chaque clôture.

Les variations des goodwill sont détaillées ci-dessous :

(En milliers d'euros)	31/12/2015	Augment.	Diminut.	Ecart de conversion	Autres variations	30/06/2016
Valeurs brutes						
Voltalia Greece	435	-	-	-	-	435
3VD	1 019	-	-	-	(1 019)	-
Paracatu	37	-	-	8	-	45
Sapeel	472	-	-	96	-	568
Energen	11	-	-	-	-	11
Total	1 974	-	-	104	(1 019)	1 059
Dépréciation						
Voltalia Greece	(435)	-	-	-	-	(435)
3VD	-	-	-	-	-	-
Paracatu	-	-	-	-	-	-
Sapeel	(472)	-	-	(96)	-	(568)
Energen	(11)	-	-	-	-	(11)
Total	(918)	-	-	(96)	-	(1 014)
Valeurs nettes						
Voltalia Greece	-	-	-	-	-	-
3VD	1 019	-	-	-	(1 019)	-
Paracatu	37	-	-	8	-	45
Sapeel	-	-	-	-	-	-
Energen	-	-	-	-	-	-
Total	1 056	-	-	8	(1 019)	45

Au 30 juin 2016, le goodwill de la société 3VD a été alloué en actif incorporel amortissable.

b. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées initialement à leur coût ou à leur juste valeur si elles sont acquises dans le cadre de regroupement d'entreprise.

Les frais de développement correspondent aux coûts activés sur les projets en cours de développement. L'activation des dépenses par projet est réalisée dès lors que l'ensemble des critères suivants est vérifié :

- Visibilité sur l'accès au foncier, par exemple obtention d'une promesse de bail et études d'impacts environnementaux favorables
- Visibilité sur les autorisations, par exemple dépôt des dossiers administratifs et haute probabilité d'obtention des autorisations
- Faisabilité du raccordement au réseau, et
- Rentabilité suffisante du projet.

Les coûts ainsi capitalisés intègrent les coûts externes et internes enregistrés sur chacun des projets :

- Les coûts externes correspondent aux engagements pris envers des

fournisseurs ou prestataires extérieurs (factures, factures à recevoir, de relevés de situation, etc.)

- Les coûts internes sont valorisés sur la base des temps imputés sur ces projets.

Tous les projets font l'objet d'une revue à chaque arrêté, et les projets en développement qui ne remplissent plus les critères d'activation ou qui sont abandonnés font l'objet d'une dépréciation à 100%.

Les projets à l'étude demeurent en charges.

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité des immobilisations incorporelles sauf si elle est indéterminée. Les immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont amorties dès qu'elles sont mises en service. Les immobilisations incorporelles dont la durée d'utilité est indéterminée et les immobilisations incorporelles non encore mises en service font l'objet d'un test de dépréciation annuel et à chaque fois qu'il y a un indice de perte de valeur.

A noter que les projets en cours de cession dont la valeur recouvrable est inférieure à la valeur comptable, sont dépréciés à hauteur du prix défini dans les accords de cession.

(En milliers d'euros)	31/12/2015	Augment.	Diminut.	Variations de périmètre	Variation des écarts de conversion	Autres variations	30/06/2016
Valeurs brutes							
Droit au bail	59	-	-	-	-	(5)	54
Frais de recherche et développement	2 216	-	-	-	-	-	2 216
Concessions, brevets, licences	451	14	(19)	-	(0)	-	446
Autres immobilisations incorporelles	22 999	28	-	43	1 884	994	25 947
Immobilisations incorporelles en-cours	24 233	4 651	-	222	1 258	18	30 381
Avances et acomptes versés	56	-	-	-	0	(2)	54
Total Valeurs Brutes	50 013	4 692	(19)	265	3 141	1 004	59 098
Amortissements / Dépréciations							
Droit au bail	(29)	(2)	-	-	-	-	(31)
Frais de recherche et développement	(599)	(55)	-	-	-	0	(654)
Concessions, brevets, licences	(410)	(9)	23	-	(0)	(0)	(395)
Autres immobilisations incorporelles	(2 839)	(400)	-	-	(43)	3	(3 279)
Immobilisations incorporelles en-cours	(11 093)	(49)	521	(44)	(28)	(9)	(10 702)
Avances et acomptes versés	-	-	-	-	-	-	-
Total amortissements / Dépréciations	(14 970)	(515)	544	(44)	(71)	(6)	(15 062)
Valeurs nettes comptables							
Droit au bail	30	(2)	-	-	-	(5)	23
Frais de recherche et développement	1 616	(55)	-	-	-	0	1 561
Concessions, brevets, licences	41	5	4	-	(0)	(0)	50
Autres immobilisations incorporelles	20 159	(373)	-	43	1 841	997	22 668
Immobilisations incorporelles en-cours	13 141	4 602	521	177	1 230	9	19 679
Avances et acomptes versés	56	-	-	-	0	(2)	54
Total Valeurs nettes	35 043	4 178	525	220	3 071	999	44 035

L'augmentation des immobilisations incorporelles au 30 juin 2016, d'un montant net des dépréciations et amortissements de 4.178 milliers d'euros concernent principalement les activations de coûts liés au développement des projets.

c. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont constituées principalement par les installations de production de vapeur et d'électricité. Elles sont comptabilisées à leur coût de revient (prix d'achat augmenté des frais accessoires).

Lorsque les composants d'un actif ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément et amortis sur leur durée d'utilité propre. Les pièces de rechange significatives sont ainsi immobilisées et amorties sur la durée d'utilité des centrales.

Le mode d'amortissement linéaire qui conduit à une charge constante sur la durée d'utilité de l'actif est habituellement retenu par le Groupe. Le Groupe peut opter pour le mode d'amortissement selon les unités de production dans le cas spécifique où les centrales en état de produire rencontrent des contraintes techniques opérationnelles ou réglementaires. En l'absence de raccordement au réseau électrique et donc de production, la dotation aux amortissements est nulle. C'est le cas du parc éolien de SMG, opérationnel depuis le 30 juin 2015 qui n'est pas raccordé au réseau en raison du retard des travaux de raccordement qui sont sous la responsabilité du gouvernement. A titre d'information la dotation semestrielle selon le mode linéaire qui aurait été pratiquée aurait été de 2,3 millions d'euros.

Les durées d'utilité retenues pour les principaux composants sont les suivantes :

- Pour l'énergie éolienne : 25 ans ;
- Pour l'énergie solaire : 25 ans ;
- Pour l'énergie hydraulique : infrastructure de 5 à 40 ans ; matériel de 8 à 20 ans ;
- Pour la biomasse : infrastructure 15 à 30 ans ; matériel de 5 à 30 ans.

Les autres immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur des durées comprises

entre 2 et 10 ans. Le Groupe procède chaque année à la revue des durées d'utilité.

Les terrains ne sont pas amortis.

Les obligations de démantèlement ont été enregistrées en tant que composant actif en contrepartie d'une provision de même montant. Les obligations de démantèlement sont amorties selon la durée de vie des biens sous-jacents concernés.

En l'absence de dépenses d'entretien pluriannuel, les dépenses d'entretiens courants des centrales visant à les maintenir en bon état d'utilisation sont enregistrées en charges lorsqu'elles surviennent.

Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des actifs sont revues et, le cas échéant, ajustées à chaque clôture. Tel est notamment le cas au 30 juin 2016, date à laquelle le groupe est conduit à tirer les conséquences comptables de l'expérience d'exploitation acquise dans des zones géographiques à forte spécificité. Il ressort, en effet, à l'issue de plusieurs années d'exploitation, que l'environnement local guyanais (climat très humide et densité élevée du bois notamment) augmente sensiblement l'usure de certains composants. Les exploitants des centrales ont désormais acquis la conviction qu'il était dès lors plus utile de remplacer ces composants selon une fréquence plus rapide.

La valeur comptable d'un actif est immédiatement dépréciée pour le ramener à sa valeur recouvrable lorsque la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable estimée.

Les installations de production sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité estimée, ou d'utilisation si un contrat prévoit un transfert de propriété, à compter de la date à laquelle l'actif est mis en service, c'est-à-dire dès qu'il se trouve à l'endroit et dans l'état nécessaire pour pouvoir l'exploiter de la manière prévue par la direction.

(En milliers d'euros)	31/12/2015	Augment.	Diminut.	Variations de périmètre	Variation des écarts de conversion	Autres variations	30/06/2016
Valeurs brutes							
Terrains	302	-	-	-	12	-	313
Composant GER	541	-	-	-	-	-	541
Constructions	351 269	7 682	-	120	64 298	(353)	423 016
Constructions en crédit-bail	11 160	-	-	-	-	-	11 160
Installations techniques, mat. & out.	60 425	428	-	-	282	(6 112)	55 023
Instal. mat. & out. en location financement	13 125	-	-	-	-	-	13 125
Autres immobilisations corporelles	4 086	87	(111)	-	55	28	4 145
Immobilisations corporelles en cours	1 396	20 813	-	-	3 352	92	25 652
Avances et acomptes	33 615	47 026	-	-	13 727	(264)	94 104
Total	475 917	76 036	(111)	120	81 725	(6 609)	627 079
Amortissements & Dépréciations							
Composant GER	(525)	(27)	-	-	(7)	154	(405)
Constructions	(10 649)	(5 146)	6	(120)	(1 570)	(160)	(17 639)
Constructions en crédit-bail	(3 384)	(209)	-	-	-	-	(3 593)
Installations techniques, mat. & out.	(9 429)	(1 126)	-	-	(16)	768	(9 803)
Instal. mat. & out. en location financement	(3 241)	(263)	-	-	-	-	(3 503)
Autres immobilisations corporelles	(3 059)	(144)	107	-	(19)	(0)	(3 114)
Immobilisations corporelles en cours	(9)	-	-	-	-	9	-
Total	(30 295)	(6 914)	113	(120)	(1 612)	771	(38 058)
Valeurs nettes comptables							
Terrains	302	-	-	-	12	-	313
Composant GER	16	(27)	-	-	(7)	154	136
Constructions	340 620	2 536	6	-	62 727	(513)	405 377
Constructions en crédit-bail	7 776	(209)	-	-	-	-	7 567
Installations techniques, mat. & out.	50 996	(698)	-	-	266	(5 344)	45 220
Instal. mat. & out. en location financement	9 884	(263)	-	-	-	-	9 622
Autres immobilisations corporelles	1 027	(56)	(4)	-	37	28	1 031
Immobilisations corporelles en cours	1 387	20 813	-	-	3 352	101	25 652
Avances et acomptes	33 615	47 026	-	-	13 727	(264)	94 104
Total	445 622	69 122	2	-	80 114	(5 838)	589 022

Au 30 juin 2016, la hausse des immobilisations corporelles nettes des amortissements et dépréciations de 69.122 milliers d'euros est expliquée principalement par les constructions des parcs de Vila Para.

En outre, la colonne « Autres » fait apparaître principalement le reclassement des immobilisations de deux filiales du Groupe dans le poste « Actifs destinés à être cédés » comme le stipule la norme IFRS5.

d. Pertes de valeurs sur les goodwill, les immobilisations incorporelles et corporelles

Le Groupe a recours à des estimations et doit utiliser certaines hypothèses visant à (i) évaluer la durée d'utilisation attendue des actifs afin de déterminer leur durée d'amortissement et (ii) constater, le cas échéant, une dépréciation sur la valeur au bilan de toute immobilisation.

Dans le but de s'assurer de la correcte valorisation au bilan de ses actifs, le Groupe revoit de manière régulière certains indicateurs qui conduiraient, le cas échéant, à réaliser un test de dépréciation.

Les tests de dépréciation reposent sur l'utilisation d'hypothèses en ce qui concerne :

- la détermination des flux de trésorerie opérationnels futurs (conditions climatiques, inflation, coûts d'exploitation, CAPEX des projets en développement ou en construction) ;
- la détermination des taux d'actualisation des flux futurs de trésorerie ;

Les hypothèses utilisées par le Groupe pour le calcul de la valeur recouvrable de ses actifs s'appuient sur l'expérience passée ainsi que sur des données externes.

Les UGT correspondent à des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des flux de trésorerie.

Les activités du Groupe, composées majoritairement de vente d'électricité, sont classées dans les catégories suivantes :

- l'activité située au Brésil, qui correspond à la vente d'électricité produite par des parcs majoritairement éoliens détenus et contrôlés par le Groupe,
- l'activité située en Grèce, qui correspond à la vente d'électricité produite par des parcs solaires détenus et contrôlés par le Groupe,
- l'activité située en France et en Guyane, qui correspond à la vente d'électricité produites par des parcs solaires, éoliens, biomasses et hydrauliques détenus et contrôlés par le Groupe.

A noter que toutes ces activités sont subdivisées en autant d'UGT que de parcs ou *clusters* de parcs, en exploitation ou en développement.

S'agissant des taux d'actualisation, ils sont déterminés à partir du coût moyen pondéré du capital (CMPC). Ils sont calculés par zones géographiques et sont ajustés en fonction du stade d'avancement des projets (développement, construction et exploitation).

Un test de dépréciation est effectué :

- au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie (les goodwill et les immobilisations en cours ou en construction), ou
- en présence d'un indice de perte de valeur pour les actifs amortissables (immobilisations corporelles).

Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, à concurrence de l'éventuel déficit de valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de l'actif (défini par l'UGT) et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité est exclusivement déterminée à partir des flux de trésorerie futurs actualisés attendus de l'UGT. Ces flux sont notamment déterminés sur la base des contrats de vente d'électricité.

Les actifs corporels et incorporels des parcs et clusters en exploitation ne présentent pas d'indice de perte de valeur au 30 juin 2016.

Si la situation macro-économique est toujours incertaine en Grèce, elle s'améliore depuis le 30 juin 2015. Aucune difficulté spécifique n'est rencontrée sur les parcs en exploitation.

En l'absence d'indice de pertes de valeur, les actifs non amortissables (goodwill, projets en développement et centrales en construction) n'ont pas fait l'objet d'un test de dépréciation.

NOTE 11- PROVISIONS NON COURANTES

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe :

- a une obligation actuelle résultant d'un événement passé,
- qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation,
- peut estimer de manière fiable le montant de l'obligation.

Pour le secteur éolien et en application du décret n°2011-985 mentionné dans les faits marquants de l'exercice, le Groupe Voltalia a une obligation de démantèlement et de remise en état à l'issue de la période de production. Cette obligation inclut le démantèlement des installations de production, l'excavation d'une partie des fondations, la remise en état des terrains sauf si leur propriétaire souhaite leur maintien en l'état, la valorisation ou l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement.

Une provision pour démantèlement du parc est constatée en contrepartie d'un actif de démantèlement, dont le coût fait l'objet d'une estimation chaque année et qui est amorti

linéairement sur la durée d'utilité du bien. En cas de changement d'estimation qui conduit à augmenter la provision, la valeur nette de l'actif de démantèlement sera augmentée en conséquence. En revanche, si le changement d'estimation conduit à diminuer la provision, une dépréciation de l'actif de démantèlement sera enregistrée.

Pour le secteur Photovoltaïque, les coûts de démantèlement ne sont pas jugés significatifs.

Dans des cas rares, les obligations d'entretien souscrites par le groupe qui respectent les conditions de provisionnement ci-avant récapitulées ont dû être enregistrées en tant que passif. Pour ces provisions, comme pour l'ensemble des provisions, le Groupe procède à la révision régulière de leur évaluation, devant en tout état de cause refléter la meilleure estimation de fin de période.

Dans ce cadre, l'expérience d'exploitation a conduit le groupe à décomposer ces actifs de façon plus fine et à revoir en conséquence le plan d'amortissement des composants les plus exposés au sein des unités de production ; certaines provisions sont donc devenues sans objet.

Au 30 juin 2016, les provisions s'analysent comme suit :

<i>(En milliers d'euros)</i>	31/12/2015	Dotations	Reprises	Autres	30/06/2016
Provisions pour pensions et retraites	40	7	-	(1)	46
Provisions pour litiges	50	23	-	-	73
Provisions pour risques	-	-	-	-	-
Provisions pour charges	1 244	-	-	(55)	1 189
Total Provisions	1 335	30	-	(56)	1 308

Les provisions non courantes sont composées des principaux éléments suivants :

- Les provisions pour démantèlement des parcs éoliens et solaires pour 1.189 milliers d'euros ;
- Les provisions pour litige pour 73 milliers d'euros. Sur la période, une dotation de 23 milliers d'euros a été constatée pour prendre en compte un risque sur un contentieux.

NOTE 12- FINANCEMENTS ET INSTRUMENTS FINANCIERS

a. Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers sont constitués par des dépôts à terme, des prêts, des titres non consolidés, des placements et équivalents de trésorerie et des instruments dérivés ayant une valeur positive.

Les placements suffisamment liquides sont considérés comme des actifs de transaction et classés dans la catégorie "actif évalués en juste valeur par résultat".

Les titres de participation non consolidés et les autres actifs disponibles à la vente sont enregistrés en juste valeur, la contrepartie de ces variations figurant en autres éléments du résultat global.

Les dépôts de garantie et les dépôts à terme sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Cette méthode n'aboutit pas à des différences importantes avec la valeur nominale des créances qui est retenue. En cas de difficulté de recouvrement des créances, des dépréciations sont constatées sur la base des prévisions d'encaissement.

Nonobstant les éventuels instruments financiers de valeur négative, les passifs financiers enregistrés par le Groupe sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif.

(En milliers d'euros)	31/12/2015	Augment.	Diminut.	Variations de périmètre	Variation des écarts de conversion	Autres variations	30/06/2016
Titres immobilisés (non courants)	742	260	0	10	(1)	(239)	772
Autres créances rattachées à des participations	1 270	31	(31)	-	-	-	1 270
Prêts, cautionnements et autres créances	3 399	243	(252)	-	29	(382)	3 037
Total Actifs financiers non courants	5 411	534	(283)	10	28	(622)	5 078

Les actifs financiers non courants regroupent principalement les prêts et cautionnements. Il s'agit principalement de dépôts de garantie au bénéfice des établissements bancaires dans le cadre des financements reçus, ainsi qu'un prêt auprès d'une participation minoritaire. Ces actifs ne font l'objet d'aucune dépréciation.

b. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES (NON COURANTS ET COURANTS)

(En milliers d'euros)	30/06/2016	31/12/2015	Var.	Var %
Emprunts obligataires	14 820	-	14 820	n/a
Emprunts auprès des établissements de crédit	283 256	260 775	22 480	+9%
Autres emprunts et dettes assimilées	9	9	-	
Instruments dérivés passifs	4 198	2 889	1 310	+45%
NON COURANT	302 282	263 673	38 609	+15%
			-	
Emprunts obligataires - part à moins d'un an	1 347	-	1 347	n/a
Emprunts auprès établis. de crédit - part < 1 an	124 116	38 528	85 588	+222%
Instruments dérivés passifs - part < 1 an	2 118	-	2 118	n/a
Concours bancaires (dettes)	2 611	4 775	(2 164)	-45%
Intérêts courus sur emprunts	4 635	924	3 711	+402%
Concours bancaires (trésorerie passive)	157	40	117	+291%
Intérêts courus non échus - passif	92	97	(6)	-6%
COURANT	135 075	44 365	90 710	+204%
TOTAL ENDETTEMENT FINANCIER	437 357	308 038	129 319	+42%

La hausse de l'endettement financier s'explique par :

- Une augmentation des emprunts auprès des établissements de crédit liée principalement à la réévaluation d'environ 51 130 milliers d'euros des emprunts brésiliens du fait de l'appréciation de l'ordre de 20% du Real Brésilien contre Euro sur le premier semestre de l'année ;
- Un nouvel emprunt obligataire de 16 167 milliers d'euros (soit 57 000 milliers de reals brésiliens) qui a été contracté auprès d'investisseurs qualifiés dans le cadre du financement des parcs éoliens de Sao Miguel de Gostoso ;
- Une augmentation des emprunts financiers à moins d'un an, principalement due à la mise en place d'un crédit relais de 65 786 milliers d'euros (soit 230 000 milliers de reals brésiliens) pour le financement des parcs éoliens de Vila Para et par la levée de nouvelles dettes Corporate qui permettent de financer la poursuite du développement du groupe ainsi que les constructions de projets (Vila Para et Vila Acre) au Brésil en attente d'un refinancement à long terme.

b1) Analyse par échéance

(En milliers d'euros)	30/06/2016	A moins d'un an	Entre 1 an et 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires	16 167	1 347	4 940	9 880
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	397 121	127 257	75 780	194 084
Dettes de crédit-bail	14 886	1 495	9 285	4 106
Instruments dérivés passifs	6 316	2 118	-	4 198
Concours bancaires courants	2 860	2 860	-	-
Autres emprunts et dettes assimilées	9	-	-	9
Total	437 357	135 077	90 005	212 276

b2) Analyse par taux

(En milliers d'euros)	30/06/2016	Taux fixe	Taux variable
Emprunts obligataires	16 167	-	16 167
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	397 121	29 630	367 491
Dettes de crédit-bail	14 886	5 854	9 031
Instruments dérivés passifs	6 316	6 316	-
Concours bancaires courants	2 860	103	2 757
Autres emprunts et dettes assimilées	9	9	-
Total	437 357	41 912	395 446

Les emprunts à taux variable incluent, à hauteur de 320.341 milliers d'euros, les dettes levées au Brésil. La majorité de ces emprunts portent intérêt à un taux révisable (« TJLP ») applicable aux prêts de la banque publique BNDES. Ces taux révisables brésiliens décidés par l'autorité publique sont généralement corrélés avec l'inflation et donc avec le chiffre d'affaires des centrales du Groupe au Brésil. Cette corrélation entre l'évolution des charges d'intérêt et l'évolution du chiffre d'affaires permet une couverture économique efficace à long terme du risque de taux au Brésil.

b3) Analyse par devises

(En milliers d'euros)	30/06/2016	Euro	Real	Dollar américain	Livre sterling
Emprunts obligataires	16 167	-	16 167	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	397 121	93 195	303 926	-	-
Dettes de crédit-bail	14 886	14 885	-	-	-
Instruments dérivés passifs	6 316	6 068	248	-	-
Concours bancaires courants	2 860	2 860	-	-	-
Autres emprunts et dettes assimilées	9	9	-	-	-
Total	437 357	117 017	320 341	-	-

b4) Variation des emprunts et dettes financières

(En milliers d'euros)	31/12/2015	Augmentation	Diminution	Variation des écarts de conversion	Autres variations	30/06/2016
Emprunts obligataires	-	12 904	-	1 915	-	14 820
Emprunts auprès établis. de crédit	247 006	907	(189)	36 463	(7 143)	277 044
Crédit bail	13 770	-	-	-	(7 558)	6 212
Autres emprunts et dettes assimilées	9	-	-	-	-	9
Instruments financiers passifs	2 889	216	-	32	1 062	4 198
NON COURANT	263 673	14 027	(189)	38 410	(13 639)	302 282
Emprunts obligataires	-	1 173	-	174	-	1 347
Concours bancaires (trésorerie passive)	40	117	-	-	-	157
Concours bancaires (dettes)	4 775	-	(2 164)	-	-	2 611
Intérêts courus non échus - passif	97	-	(6)	-	(0)	92
Emprunts auprès établis. de crédit	37 258	84 472	(19 182)	11 936	8 741	123 225
Crédit bail	1 270	-	(722)	-	343	891
Autres emprunts et dettes assimilées	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus sur emprunt	924	10 619	(5 866)	609	(1 652)	4 635
Instruments financiers passifs	-	2 118	-	-	-	2 118
COURANT	44 365	98 498	(27 940)	12 720	7 432	135 075
Total Dettes Financières	308 038	112 526	(28 129)	51 130	(6 207)	437 357

Les autres variations correspondent principalement au reclassement des dettes du non courant en courant. Le solde correspond au reclassement en passifs destinés à être cédés dans le cadre de la norme IFRS 5.

c. Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net comprend les intérêts à payer sur les emprunts calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif net des intérêts à recevoir sur les placements et autres produits financiers.

Les produits provenant des intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils sont acquis en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le résultat financier comprend le coût de l'endettement financier d'une part et les autres produits et charges financiers d'autre part.

<i>En milliers d'euros</i>	30/06/2016	30/06/2015
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	2 023	2 502
Charges d'intérêts d'emprunts et de découverts	(13 872)	(5 706)
Coût de l'endettement financier net	(11 849)	(3 203)
Gains de change	76	19
Pertes de change	(46)	0
Autres produits et charges financières	435	146
Autres produits et charges financières	465	164
Total Résultat Financier Net	(11 384)	(3 039)

L'évolution du résultat financier regroupe principalement les éléments suivants :

- Le fort accroissement du coût de l'endettement financier du Groupe est lié à la croissance de l'activité au Brésil. En effet, entre juin 2015 et juin 2016, la hausse s'explique par la charge d'intérêts des emprunts issus des nouveaux projets mis en service au deuxième semestre 2015 (SMG et VamCruz) pour un montant d'environ 7.169 milliers d'euros et une augmentation de 781 milliers d'euros sur les parcs d'Areia Branca liée à la hausse du principal taux d'intérêts applicable aux emprunts du groupe, le TJLP, qui est passé de 6 à 7.5% en 1 an.
- les revenus des placements constatés principalement au Brésil (2.023 milliers d'euros au premier semestre 2016).
- Le solde des gains et pertes de change d'un montant de 30 milliers d'euros issues de la liquidation des créances.

d. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition aux risques de taux d'intérêt et de change résultant de ses activités opérationnelles, financières et d'investissement. Conformément à sa politique de gestion de trésorerie, le Groupe ne détient, ni n'émet des instruments financiers dérivés à des fins de transactions.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à la juste valeur. La juste valeur des swaps de taux d'intérêt et de change est le montant estimé que le Groupe recevrait ou réglerait pour résilier le swap à la date de clôture, en prenant en compte le niveau actuel des taux d'intérêt, des taux spot et du risque de crédit des contreparties du swap.

Le profit ou la perte résultant de la réévaluation à la juste valeur est comptabilisé immédiatement en résultat, sauf lorsqu'un instrument financier dérivé est désigné comme instrument de couverture des variations de flux de trésorerie d'une transaction prévue hautement probable. La part efficace du profit ou de la perte sur l'instrument financier dérivé est enregistrée en autres éléments du résultat global et transférée au compte de résultat quand l'élément couvert impacte lui-même le résultat. La part inefficace (inexistante au 30 juin 2016) est immédiatement comptabilisée en résultat.

Société / Contrepartie couverture	Notionnel	Date début	Durée (ans)	Échéance	Juste valeur 31/12/15	Juste valeur 30/06/2016	Variation de juste valeur Impact résultat	Variation de juste valeur Impact capitaux propres
En milliers d'euros								
La Faye Energies	12 964	09/08/2011	14	30/06/2025	(1 367)	(1 492)	-	(125)
Parc éolien de Molinons	13 996	02/10/2014	15	15/10/2029	(1 119)	(1 701)	-	(582)
Adriers Energies	12 060	02/10/2014	15	28/09/2029	(403)	(1 005)	-	(603)
Voltalia SA	30 000	17/03/2016	1	01/02/2017	-	(1 870)	(327) *	(1 543)
Voltalia Do Brazil	7 000	24/03/2016	1	24/03/2017	-	(248)	-	(248)
Total	76 020				(2 889)	(6 316)	(327)	(3 100)

* dont 248 milliers d'euros ont fait l'objet d'une activation.

Afin de se couvrir contre une exposition à la hausse des taux d'intérêt impactant les flux d'intérêts relatifs aux financements des parcs de La Faye, Molinons et Adriers à taux variable, les filiales de Voltalia ont conclu un swap de taux dont les caractéristiques en terme de nominal et de dates de fixings s'adosent exactement aux caractéristiques de l'élément couvert. En conséquence, cet instrument financier reste considéré comme totalement efficace.

Dans le cadre du contrat d'achat de 13 turbines pour le projet Vila Acre, le groupe a procédé à un Non Deliverable Forward (NDF) instrument financier destiné à couvrir le risque de change d'une partie des approvisionnements libellés en Euro et en US Dollar. Une partie de l'impact résultat lié à la variation de juste valeur de cet instrument de couverture a fait l'objet d'une activation pour un montant de 248 milliers d'euros.

Enfin, la Holding brésilienne Voltalia Do Brasil a contracté un emprunt Corporate libellé en Euro pour lequel elle a souscrit un swap de devises qui lui permet de se couvrir à la fois à l'exposition inhérente de change et de taux d'intérêts.

Le Groupe a opté pour l'application de la comptabilité de couverture à ces instruments financiers dérivés afin de diminuer l'effet en résultat de leur variation de valeur.

d1) HIERARCHIE DE JUSTES VALEURS DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

Le groupe Volitalia distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) et s'appuie sur cette classification, en conformité avec les normes comptables internationales, pour exposer les caractéristiques des instruments financiers comptabilisés au bilan à la juste valeur par résultat ou autres éléments du résultat global en date d'arrêt :

Catégorie de **Niveau 1** : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif;

Catégorie de **Niveau 2** : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables;

Catégorie de **Niveau 3** : instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

31/12/2015 (en milliers d'euros)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)
-------------------------------------	--	--	---

Actifs non courants

Autres actifs financiers non courants
Autres actifs non courants

Actifs courants

Trésorerie et équivalents de trésorerie

31/12/2015 (en milliers d'euros)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)
-------------------------------------	--	--	---

Passifs non courants

Emprunts bancaires non courants
Comptes courants d'associés non courants
Autres dettes financières non courantes
Instruments dérivés passifs

2 889

2 889

Passifs courants

Dettes fournisseurs et autres créditeurs
Emprunts et concours bancaires courants
Comptes courants d'associés courants
Autres passifs courants
Instruments dérivés passifs

0

0

30/06/2016 (en milliers d'euros)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)
Actifs non courants			
Autres actifs financiers non courants	-	-	-
Autres actifs non courants	-	-	-
Actifs courants			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	-	-

30/06/2016 (en milliers d'euros)	Prix cotés sur un marché actif pour des actifs identiques (niveau 1)	Prix basés sur des données observables (niveau 2)	Prix basés sur des données non observables (niveau 3)
Passifs non courants			
Emprunts bancaires non courants			
Comptes courants d'associés non courants			
Autres dettes financières non courantes			
Instruments dérivés passifs		4 198	4 198
Passifs courants			
Dettes fournisseurs et autres créditeurs			
Emprunts et concours bancaires courants			
Comptes courants d'associés courants			
Autres passifs courants			
Instruments dérivés passifs		2 118	2 118

d2) CATEGORIES D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Au 30 juin 2016, les principes de mesure des instruments financiers et leur valeur de marché s'analysent comme suit :

Au 30 juin 2016 (en milliers d'euros)	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan	Juste valeur
Actifs non courants							
Actifs financiers non courants			5 078			5 078	5 078
Autres actifs non courants			0			0	0
Actifs courants							
Stocks			750			750	750
Créances clients et autres débiteurs			23 493			23 493	23 493
Autres actifs courants			2 198			2 198	2 198
Trésorerie et équivalents de trésorerie	57 656					57 656	57 656
TOTAL ACTIF	57 656	-	31 519	-	-	89 175	89 175
Passifs non courants							
Emprunts et dettes financières				298 084		298 084	298 213
Autres passifs non courants				1 269		1 269	1 269
Intruments dérivés passifs					4 198	4 198	4 198
Passifs courants							
Dettes fournisseurs et autres créditeurs				32 475		32 475	32 475
Emprunts et dettes financières				132 958		132 958	132 980
Autres passifs courants				0	0	0	0
Intruments dérivés passifs					2 118	2 118	2 118
TOTAL PASSIF	-	-	-	464 785	6 316	471 101	471 253

Au 31 décembre 2015, les principes de mesure des instruments financiers et leur valeur de marché étaient les suivants :

<i>Au 31 décembre 2015 (en milliers d'euros)</i>	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés	Valeur au bilan	Juste valeur
Actifs non courants							
Actifs financiers non courants			5 411			5 411	5 411
Autres actifs non courants			0			0	0
Actifs courants							
Stocks			596			596	596
Créances clients et autres débiteurs			16 361			16 361	16 361
Autres actifs courants			1 979			1 979	1 979
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 591					43 591	43 591
TOTAL ACTIF	43 591	-	24 347	-	-	67 938	67 938
Passifs non courants							
Emprunts et dettes financières				261 160	2 889	264 049	264 179
Autres passifs non courants				-1		-1	-1
Intruments dérivés passifs					0	0	0
Passifs courants							
Dettes fournisseurs et autres créditeurs				28 630		28 630	28 630
Emprunts et dettes financières				44 365		44 365	44 388
Autres passifs courants				7		7	7
Intruments dérivés passifs					0	0	0
TOTAL PASSIF	-	-	-	334 161	2 889	337 050	337 202

NOTE 13- IMPÔTS SUR LES RESULTATS

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé. L'impôt est enregistré en résultat sauf s'il se rattache à des éléments de variation de capitaux propres, auquel cas il est lui-même compris dans les autres éléments du résultat global.

L'impôt exigible est (i) le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et (ii) tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

Des périmètres d'intégration fiscale sont constitués au sein de groupe. Chacun des périmètres est considéré comme une entité fiscale au sens IAS 12 et fait l'objet en conséquence d'une compensation de la fiscalité différée y afférent.

L'impôt sur le résultat et assimilés de (2.138) milliers d'euros intègre principalement l'impôt exigible des filiales brésiliennes et dans une moindre mesure l'impôt sur deux sociétés françaises en exploitation non intégrées fiscalement.

<i>(En milliers d'euros)</i>	30/06/2016	30/06/2015
Impôts exigibles	(548)	(759)
Impôts et taxes assimilés	(1 481)	(821)
Impôts différés	(110)	204
Total	(2 138)	(1 375)

NOTE 14- CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

a. Capitaux propres

1.1.1.a.1 Capital social

Les actions ordinaires sont classées en tant qu'instruments de capitaux propres. Les coûts complémentaires directement attribuables à l'émission d'actions ou d'options nouvelles sont comptabilisés dans les capitaux propres en déduction des produits de l'émission.

Au cours du premier semestre 2016, le capital social est resté inchangé.

Date	Libellé	Nombre de titres initial	Titres émis	Total titres	Valeur unitaire	Montant du capital en euros
1-janv.-16	Nombre de titres	26 211 563		26 211 563	5,70	149 405 909
	Capital au 30 juin 2016			26 211 563	5,70	149 405 909

1.1.1.a.2 Plan d'attribution d'options de souscription d'actions

L'Assemblée Générale du 2 avril 2008 a donné l'autorisation au conseil d'administration d'attribuer 312 454 bons de souscription de part de créateur d'entreprise donnant droit à la souscription d'autant d'actions. Le conseil d'administration a consenti l'attribution de 150.000 BSPCE le 1er avril 2009 et l'attribution du solde (162.454 BSPCE) a été consentie par le conseil d'administration du 3 août 2009.

Au total 42.105 BSPCE ont été exercés, 112.354 BSPCE ont expiré portant le nombre de BSPCE exerçables au 30 juin 2016 à 157.995. Compte tenu du regroupement d'actions décidé par l'AGM du 13 juin 2014, le nombre de BSPCE exerçables au 30 juin 2016 s'établit à 157.995 donnant droits à 15.799 actions.

1.1.1.a.3 Plan d'attribution d'actions gratuites

L'assemblée générale du 13 juin 2014 a donné l'autorisation d'attribuer des actions gratuites dans la limite d'un plafond aux membres du personnel salarié de la Société ou de certaines catégories d'entre eux, et/ou de ses mandataires sociaux qui répondent aux conditions fixées par la loi. Le conseil d'administration du

25 juillet 2014 a utilisé cette délégation et a attribué 21.667 actions gratuites à des membres du personnel salarié. Ce montant n'a pas évolué au 30 juin 2016.

1.1.1.a.4 Plan d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions au profit de managers clés

L'assemblée générale du 11 juin 2015 a donné l'autorisation d'attribuer des options de souscription ou d'achat d'actions dans la limite d'un plafond aux managers clés qui répondent aux conditions fixées par la loi. Le conseil d'administration a fait usage de cette délégation le 6 août 2015 et a attribué 201.204 options de souscription à des membres du personnel salarié et à un mandataire social. Le prix d'exercice est de 9,03 euros. La durée de validité du plan est de 7 ans. Les options seront exerçables jusqu'au 6 août 2022. Aucune option n'a été exercée au 30 juin 2016.

1.1.1.a.5 Plan d'attribution d'options de souscription d'actions dans le cadre d'une ligne de financement en fonds propres

En octobre 2015, un contrat d'émission de bons de souscription d'actions a été conclu entre Volitalia SA et Kepler Kepler Cheuvreux afin d'augmenter la part de flottant et disposer d'une réserve accrue de liquidité

La Société a émis un total de 1.000.000 de bons donnant droit à la souscription d'un même nombre d'actions au profit de Kepler Cheuvreux qui, sous réserve que les conditions définies par les parties soient réunies, s'est engagée à les exercer au cours des 36 prochains mois, dont 250.000 bons au moins durant les 12 premiers mois. L'exercice de l'intégralité de ces bons porterait la part de flottant de la Société de 14,7% à 17,8%.

Au 31 décembre 2015, 22.000 bons de souscription ont été exercés portant le solde de bons de souscription d'actions exerçables à 978.000. Au 30 juin 2016, ce montant n'a pas évolué.

1.1.1.a.6 Dividendes

Aucun dividende n'a été versé depuis la constitution de la société.

b. RESULTAT ATTRIBUABLE AUX INTERETS NON CONTROLANTS

Au 30 juin 2016, le résultat des participations ne donnant pas le contrôle s'élève à 668 milliers d'euros.

c. **RESULTAT PAR ACTION**

L'information présentée est calculée selon les principes suivants :

- Résultat de base par action : le résultat de la période (part du Groupe) est rapporté au nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période après déduction des actions propres détenues au cours de la période. Le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation est une moyenne annuelle pondérée ajustée du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période et calculée en fonction de la date d'émission des actions au cours de l'exercice ;
- Résultat dilué par action : le résultat de la période (part du Groupe) ainsi que le nombre moyen pondéré d'actions en circulation, pris en compte pour le calcul du résultat de base par action, sont ajustés des effets de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives : options de souscription d'actions, actions gratuites et autres instruments dilutifs (BSPCE).

1.1.1.c.1 **Résultat de base par action :**

En euros	30/06/2016	30/06/2015
Résultat net attribuable à la société mère pour la période	3 024 495	3 226 836
Résultat net pris en compte pour la détermination du résultat par action	3 024 495	3 226 836
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	26 178 300	25 940 226
Résultat en euros par action	0,1155	0,1244
Ajustement retrospectif		
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	26 178 300	26 178 300
Résultat de base par action (en €)	0,1155	0,1233

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, diminué le cas échéant des actions propres. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires est une moyenne annuelle calculée en fonction de la date d'émission ou de rachat des actions au cours de la période.

1.1.1.c.2 Résultat dilué par action

Le résultat net dilué par action tient compte des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période.

En euros	30/06/2016	30/06/2015
Résultat net attribuable à la société mère pour la période	3 024 495	3 226 836
Résultat net pris en compte pour la détermination du résultat dilué par action	3 024 495	3 226 836
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	26 178 300	25 940 226
Nombre d'actions provenant de la conversion d'instruments dilutifs	1 216 670	37 466
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation retenu pour la détermination du résultat dilué par action	27 394 970	25 977 692
Résultat dilué en euros par action - après regroupement	0,1104	0,1242
Ajustement retrospectif		
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	27 394 970	27 394 970
Résultat de base par action (en €)	0,1104	0,1178

Au 30 juin 2016, les instruments dilutifs regroupent :

- 157.995 BSPCE exerçables donnant droit à 15.799 actions ;
- 21.667 actions gratuites ;
- 201.204 options de souscription d'action (au profit de salariés) donnant droit à autant d'actions ;
- 978.000 bons de souscription d'actions (equity line), donnant droit à autant d'actions,

NOTE 15- TRÉSORERIE NETTE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse et les dépôts à vue. Ils comprennent également les OPCVM répondant à la définition d'IAS 7. Les OPCVM ne répondant pas à la définition de trésorerie et équivalents de trésorerie sont classés en autres actifs financiers courants.

Les éventuels découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de la trésorerie du Groupe constituent une composante de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour les besoins du tableau des flux de trésorerie.

La notion de trésorerie nette utilisée par le Groupe correspond au cumul de la trésorerie et équivalents de trésorerie, diminué des découverts bancaires.

Un instrument est classé en tant que placement à la juste valeur par le biais du compte de résultat s'il est détenu à des fins de transactions ou désigné comme tel lors de sa comptabilisation initiale. Les instruments financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat si le Groupe gère de tels placements et prend les décisions d'achat et de vente sur la base de leur juste valeur. Lors de leur comptabilisation initiale, les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont encourus. Les instruments financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont évalués à la juste valeur, et toute variation en résultant est comptabilisée en résultat.

Au 30 juin 2016, la trésorerie nette s'analyse comme suit :

(En milliers d'euros)	31/12/2015	Variations liées à l'activité	Variations des écarts de conversion	Autres variations	30/06/2016
Créances financières et placements à court terme	27 742	9 342	7 033	-	44 118
Disponibilités	15 849	(3 644)	1 432	(98)	13 539
Trésorerie et équivalents de trésorerie	43 591	5 698	8 465	(98)	57 656
Découverts bancaires	(138)	(111)	-	-	(249)
Trésorerie au sens du tableau de flux	(138)	(111)	-	-	(249)
Total Trésorerie nette	43 454	5 587	8 465	(98)	57 408

La variation de trésorerie et équivalents de trésorerie résulte principalement des besoins d'investissements des centrales éoliennes en construction au Brésil.

NOTE 16- ENGAGEMENTS HORS BILAN ET PARTIES LIEES

a. Engagements donnés

- Actifs donnés en garantie des dettes

Les dettes contractées par le Groupe dans le cadre de financements de projets sont assorties de sûretés réelles (hypothèques, gage sur les équipements, nantissement de titres et de créances, et comptes de réserve) données en garantie de leur remboursement, à hauteur de 378 745 milliers d'euros. Ce montant correspond au capital restant dû au 30 juin 2016 des dettes sur projets en exploitation ou en construction bénéficiant d'un financement bancaire. L'échéance la plus lointaine de ces dettes est en 2032.

- Garanties financières données à des tiers

Dans le cadre de la mise en sécurité des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), les sociétés du groupe concernées par cette obligation bénéficient d'un arrêté d'antériorité et ont souscrit des assurances caution auprès d'un assureur de premier plan en juillet 2016. L'obligation de démantèlement est comptabilisée comme un actif de démantèlement. Le montant des garanties financières de démantèlement s'élève à 1 244 milliers d'euros.

Le Groupe a émis des garanties bancaires de bonne exécution ou « performance bond » liées aux constructions de centrales éoliennes. Ces garanties expirent à l'issue de la construction des projets. L'échéance la plus lointaine est en 2021. Au 30 juin 2016, elles s'élèvent à 7 936 milliers d'euros.

Par ailleurs, des garanties de paiements auprès de fournisseurs divers ont été émises jusqu'à juin 2017 pour un montant total de 37 646 milliers d'euros.

b. Engagements reçus

- Engagements reçus concernant des subventions

L'état grec s'est engagé à verser au Groupe des subventions d'investissement pour un montant total de 1,3 millions d'euros. Ces subventions permettent un remboursement anticipé des emprunts contractés pour la construction des projets. Compte tenu de l'estimation du risque de contrepartie vis-à-vis de l'état grec, ces subventions ne sont pas reconnues dans le bilan.

c. Informations relatives aux parties liées

- Prêts consentis aux associés

Au 30 juin 2016, il n'y pas eu de prêts accordés aux dirigeants clés du Groupe.

- Transactions avec les parties liées

Les opérations effectuées par le Groupe Voltalia, avec ses participations non consolidées ou mises en équivalence sont comprises dans les comptes consolidés.

Au 30 juin 2016, la société n'avait aucun engagement bilanciel significatif vis-à-vis des parties liées.

ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Paris, le 19 septembre 2016

Sébastien CLERC

Directeur Général

